



Table de concertation
des groupes de **femmes**
de la Montérégie

Tactiques voilées Effets réels



L'antiféminisme et ses répercussions sur le mouvement féministe en Montérégie

Autrice : **Mélissa Blais**

Collaboration : **Marie Soleil Chrétien
& Véronique Pronovost**



INTRODUCTION _____ 1

PROFIL DES ORGANISATIONS ET MÉTHODOLOGIE _____ 3

GROUPES DE DISCUSSION FOCALISÉS ET ENTRETIENS INDIVIDUELS _____ 3

L'ANTIFÉMINISME, LE MASCULINISME ET SON INSTITUTIONNALISATION _____ 5

LES FORMES D'ANTIFÉMINISME _____ 7

L'antiféminisme ordinaire _____ 7

L'antiféminisme conservateur _____ 8

Le masculinisme _____ 8

LE DÉVELOPPEMENT DU MASCULINISME ET SON INSTITUTIONNALISATION _____ 9

OÙ SONT-ILS ? QUI SONT-ILS ? _____ 11

LES STRATÉGIES ET LES TACTIQUES _____ 13

PERSUADER ET DISSUADER : LES FACES D'UNE MÊME STRATÉGIE RÉPANDUE _____ 13

LES PRINCIPALES TACTIQUES _____ 14

Les jeux de coulisses _____ 14

La tactique rhétorique _____ 16

La tactique de diffusion _____ 18

La mise à l'écart _____ 18

La répression _____ 18

LES IMPACTS _____ 20

LES IMPACTS EXTERNES _____ 21

Une perte d'adhésion au féminisme _____ 21

Le financement _____ 22

Effritement des liens avec des alliés et mise à l'écart _____ 26

Bris de service ou manque d'accès à des services _____ 28

LES IMPACTS INTERNES _____ 28

Les conséquences sur l'intervention féministe _____ 28

Les impacts organisationnels _____ 29

La division entre féministes _____ 31

Les impacts discursifs _____ 32

Les conséquences psychologiques et émotionnelles _____ 33

Les effets contraires _____ 35

CONCLUSION _____ 36

RECOMMANDATIONS _____ 37

AUX MEMBRES ET ALLIÉS DU RÉSEAU COMMUNAUTAIRE FÉMINISTE _____ 37

AUX REPRÉSENTANT-ES POLITIQUES ET AUX BAILLEURS DE FONDS _____ 39

BIBLIOGRAPHIE _____ 41

Table des matières



Remerciements

Un remerciement spécial **à toutes les participantes** sans qui cette étude n’aurait pu voir le jour. J’espère sincèrement que toutes vos voix seront entendues là où il le faut.

Un grand merci aux membres du **comité de Lutte à l'antiféminisme et aux violences**, dont le soutien indéfectible, la participation active et l’engagement tout au long de ce projet ont été essentiels à sa réussite.

Je tiens aussi à souligner la contribution de **Marie Soleil Chrétien et Véronique Pronovost**, dont la collaboration a été indispensable à toutes les étapes du processus d’enquête. Je tiens également à remercier **Linda Crevier, Gabrielle Pitre, Isabelle Prud’Homme et Camille Rivet** pour leurs nombreuses contributions, ainsi que toute l’équipe de la TCGFM. Merci à **Francis Dupuis-Déri** pour sa relecture.

Un remerciement chaleureux à **Coline Guérin** qui a mené un bon nombre d’entretiens individuels avec professionnalisme et diligence.

Merci au **Ministère Femmes et Égalité des Genres Canada (MFEG)** qui nous a témoigné sa confiance depuis 2019 en acceptant de financer ce projet.

Référence suggérée :
Blais, Mélissa (Chrétien, Marie Soleil, Pronovost, Véronique et Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie, coll.) (2025). Tactiques voilées, effets réels : l’antiféminisme et ses répercussions sur le mouvement féministe en Montérégie. Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) – 2025
ISBN version imprimée : 978-2-9818877-6-4
ISBN version électronique : 978-2-9818877-8-8

© **Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM)**
Et Mélissa Blais, 2025. Tous droits réservés

Graphisme et mises en pages : Initium, au-delà de la schizophrénie (Caroline Coles)

Le rapport peut être consulté à l’adresse suivante :
- Site internet de la TCGFM : <http://tcgfm.qc.ca/>

Les locaux de la TCGFM sont situés sur les territoires ancestraux non cédés de la nation Kanien'keha: ka/Mohawks (Saint-Lambert, Québec, Canada) qui ont longtemps servi de lieu de vie, de rencontres et d'échanges pour les peuples autochtones. Toute l'équipe de recherche partenariale tient à reconnaître, d'une part, les discriminations systémiques, historiques et actuelles qui affectent les membres des communautés des Premières Nations, Métis et Inuits du Canada. D'autre part, les membres de l'équipe continuent de respecter et de valoriser humblement les savoirs et pratiques autochtones dans leur richesse et leur pertinence, tout en réaffirmant leur solidarité face à une plus grande justice sociale décoloniale.

AVERTISSEMENT : Les noms des participantes à la recherche, dont les propos sont rapportés dans ce rapport, ont été remplacés par des pseudonymes qu'elles ont choisis au moment des entrevues. À noter que les citations ont parfois été très légèrement retouchées, pour faciliter la lecture.

Actif depuis plus d'un siècle au Québec (Dumont, 2010), l'antiféminisme n'a de cesse d'attirer l'attention depuis le début des années 2000, y compris par des gestes d'éclat. En 2004 et 2005, par exemple, des hommes déguisés en super héros ont escaladé la croix du Mont-Royal et la structure du pont Jacques-Cartier à plusieurs reprises pour attirer l'attention sur une soi-disant « crise de la masculinité » provoquée par la domination des femmes et des féministes (Blais & Dupuis-Déri, 2015).

Cela dit, depuis quelques années, l'attention se tourne vers la manosphère, soit ces communautés d'hommes sexistes et antiféministes qui sévissent sur le Web (Ferrari, 2023; Hoffman, Ware & Shapiro, 2020; Baele, Brace & Coan, 2019; Ging, 2019; Nagle, 2017). L'intérêt que leur portent des journalistes et des milieux de la recherche s'explique en grande partie par la virulence de certains hommes, dont des « chastes involontaires » (involuntary celibates, ou INCELS) qui commettent des attentats, dont à Toronto en 2018 (10 morts) et à Plymouth, au Royaume-Uni, en 2021 (5 morts).

En revanche, cet intérêt pour le Web semble parfois produire un effet de distorsion voulant que l'antiféminisme n'existerait que sur les médias sociaux numériques (voir Hodapp, 2017) et qu'il prendrait

uniquement des allures revanchardes ou extrémistes. Force est toutefois de constater que les antiféministes les plus virulents (et le grand intérêt qu'on leur porte) sont en quelque sorte l'arbre qui cache la forêt.

Comme le souligne à juste titre Marie-Claude interviewée pour notre enquête : « t'as comme le vieux mascu que j'imagine dans ma tête. Mais t'as la personne qui est bien normale, qui est peut-être une femme, qui est peut-être un homme qui a étudié, qui a toutes les connaissances, qui est crédible, mais qui va tenir des propos antiféministes. » Ce profil d'antiféministes qui sévissent à l'extérieur du Web manœuvre souvent de manière à éviter de se faire reconnaître comme antiféministe. Il n'en demeure pas moins que leurs tactiques occasionnent divers impacts sur le mouvement féministe québécois qui nécessitent une attention constante.

C'est à tout le moins un constat formulé par la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM) qui fait face à des oppositions antiféministes parfois subtiles (Pronovost, 2023). Depuis de nombreuses années, les déléguées des groupes membres rapportent des propos antiféministes auxquels elles ont été confrontées, tout comme leurs usagères. Les intervenantes qui

travaillent sur le terrain voient leur expertise et leurs analyses féministes remises en question, notamment au sein d'instances régionales, de comités sous-régionaux et auprès de partenaires.

À la suite de ces constats, le projet de recherche partenarial *Les impacts de l'antiféminisme sur les groupes de femmes, les travailleuses et le mouvement féministe en Montérégie* a vu le jour, impliquant la TCGFM et l'autrice de ce rapport, qui en livre les principaux résultats. Pour répondre aux préoccupations des membres de la TCGFM, nous avons formulé la **problématique** suivante : de quelle(s) manière(s) l'antiféminisme freine-t-il le travail des femmes cis et trans ainsi que des personnes non binaires engagées dans la lutte pour l'égalité de genre dans les différents secteurs de la région ? En identifiant ces freins comme autant de tactiques déployées par des antiféministes, déclarés ou non, nous nous sommes également attelés à répondre à cette question de recherche : quels sont les impacts de l'antiféminisme sur les travailleuses, les groupes de femmes et le mouvement féministe en Montérégie?

Pour ce faire, l'enquête poursuit trois principaux **objectifs** :

1. **Réaliser un portrait** régional du mouvement antiféministe en Montérégie en répertoriant les divers types d'arguments et d'actions antiféministes, leurs ressources et leurs réseaux
2. **Analyser les effets** de ces arguments et de ces actions sur les travailleuses et organismes communautaires pour femmes
3. **Élaborer des recommandations** à la TCGFM pour intervenir face à ce phénomène

Ces objectifs orientent la structure de ce rapport. Autrement dit, je prendrai d'abord soin de résumer la démarche méthodologique. Je broserai ensuite le portrait des formes d'antiféminisme et des enjeux autour desquelles se dessinent leurs oppositions au féminisme. J'enchaînerai avec une analyse du masculinisme comme principale forme d'antiféminisme discutée par les participantes ainsi qu'une description des acteur·rices et des lieux où ils sévissent. Je poursuivrai avec la mise en lumière des stratégies et tactiques mobilisées contre les féministes, pour terminer avec une discussion sur les impacts qu'elles occasionnent sur le mouvement féministe montérégien.

Il sera essentiellement question des **effets** suivants :

1. Produire de la **confusion** sur notre manière de comprendre la violence conjugale à l'aide de détournement ou retournement de mots et de notions (inclusion, intersectionnalité, etc.)
2. **Miner les liens** entre féministes en provoquant des clivages
3. **Réduire le financement** autrefois octroyé à des groupes féministes et, par conséquent, miner les ressources des organisations féministes
4. **Évincer** des groupes de femmes de projets ou d'initiatives importantes
5. **Complexifier** l'intervention auprès de femmes victimes de violence conjugale et post séparation
6. **Orienter** les mandats
7. **Provoquer** de la colère et de la peur ou encore de l'épuisement chez les féministes.



PROFIL DES ORGANISATIONS ET MÉTHODOLOGIE

Pour bien documenter les impacts, un dispositif méthodologique combinant des groupes de discussion focalisés (focus groups) et des entretiens individuels semi-dirigés a été utilisé. Ces méthodes permettent à la fois un partage d'expérience (groupe de discussion focalisé) favorable à la prise de conscience collective des problèmes rencontrés, mais aussi des comparaisons entre les expériences des participantes, ainsi qu'une collecte d'informations plus précise dans le cadre des entretiens individuels réalisés avec celles qui se sont portées volontaires.

GROUPES DE DISCUSSION FOCALISÉS ET ENTRETIENS INDIVIDUELS

Rappelons que la Montérégie englobe un vaste territoire et compte douze (12) municipalités régionales de comté (MRC), en plus de l'agglomération de Longueuil, sans compter que les enjeux sociaux rencontrés sur ce territoire diffèrent d'un endroit à un autre. Une participante à l'enquête, Ashira, explique à ce sujet que « la Montérégie est très diverse, idéologiquement, politiquement. Il y a beaucoup de sous-cultures. Tu as la ruralité, tu as les milieux citadins, mais aussi à moitié, à mi-chemin. [...] Donc on a différentes façons de vivre. » Pour bien tenir compte des diverses réalités et des particularités sectorielles présentes sur le territoire, nous avons opté pour un recrutement des participant·es au sein des trois régions ou secteurs de la Montérégie (Est, Centre, Ouest¹) en plus de Longueuil, puisque l'agglomération se distingue par son caractère urbain, multiculturel et sa densité.

Cela dit, aucune féministe du centre de la Montérégie n'a pu participer aux groupes de discussion. Nous avons donc organisé trois (3) groupes de discussion (l'Est, l'Ouest et de Longueuil), précédés d'un premier moment d'échange en grand groupe où elles ont répondu à des questions générales sur l'antiféminisme. Nous avons également reçu une demande de féministes rattachées à la Table de Concertation sur la situation des Femmes Immigrées de l'Agglomération de Longueuil (TCSFIAL) intéressées à participer à la recherche à la condition d'y prendre part en non-mixité (sans femmes blanches). Nous avons donc organisé un quatrième groupe de discussion focalisé pour elles, dans le but de faciliter la participation et la prise de parole des femmes immigrantes de l'agglomération.

Au total, **27 femmes ont participé** à l'enquête (5 groupes de discussion focalisés et 9 entretiens individuels)². De ce nombre, 17 provenaient du milieu communautaire non mixte femmes, 3 du milieu communautaire mixte, 3 du milieu institutionnel et 4 du milieu syndical, le tout offrant une bonne représentativité des diverses expériences féministes en Montérégie.

¹ Nous avons ainsi suivi l'exemple de nombreuses organisations, notamment en santé et en développement social, qui continuent d'employer un découpage territorial non officiel, hérité des Conférences régionales des élu·es (CRÉ).

² Il est à noter qu'une seule répondante a participé aux deux modes de collecte, soit un groupe de discussion focalisé et un entretien individuel.

À noter que notre démarche répond aux critères de la méthode qualitative de la recherche, puisque le nombre de groupes de discussion focalisés et d'entretiens individuels réalisés pour ce projet correspond à ce qu'il est attendu pour obtenir une « saturation³ », à savoir qu'après ce nombre, les thèmes discutés se répètent et ajouter des groupes ou des entretiens n'ajoute pas grand-chose, ou rien de neuf, à la collecte de données (Hennink et Kaiser, 2022 ; Hennink et al., 2019). Le fait d'avoir croisé deux méthodes, soit les groupes de discussion focalisés et les entretiens individuels, renforce d'ailleurs l'effet de saturation et, plus généralement, la validité de notre méthode de collecte de données.

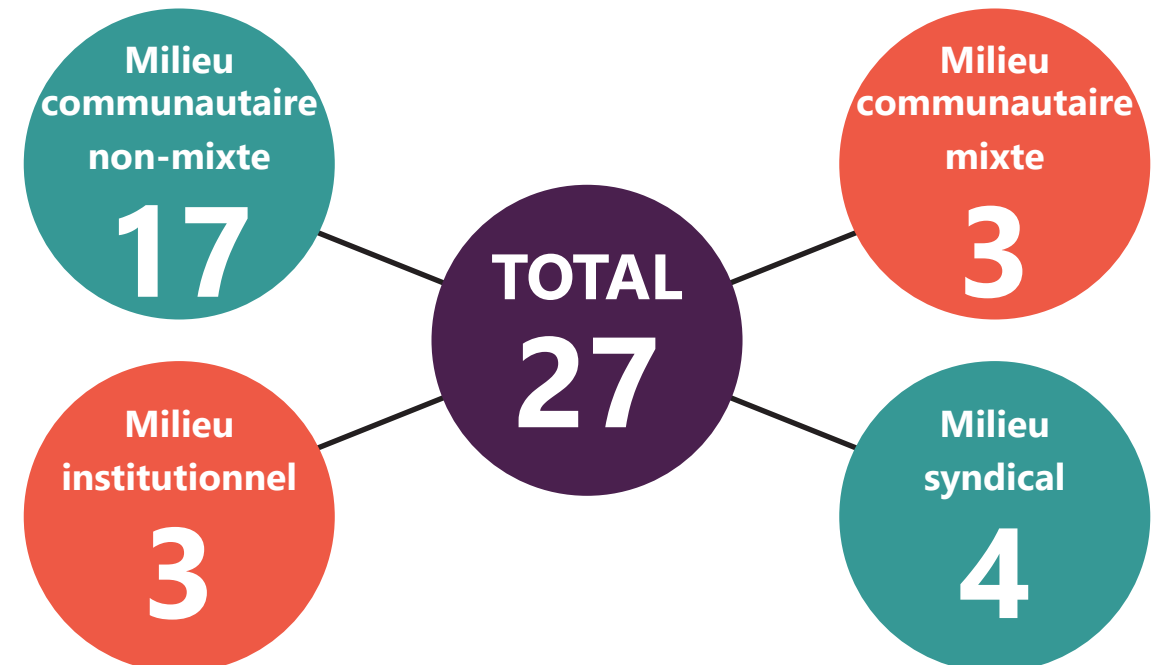
J'ai fait usage d'une approche inductive pour le traitement des données, c'est-à-dire que les thèmes abordés dans le rapport ont émergé de l'analyse des entretiens et non pas de théories initiales ou d'hypothèses rigides que j'aurais tenté de valider avec les données de l'enquête.

Enfin, il est intéressant de noter que même les participantes ne travaillant pas en maison d'hébergement discutent, pour la vaste majorité d'entre elles,

des impacts de l'antiféminisme sur l'accompagnement des victimes de violence ou sur leurs actions de préventions et de sensibilisation en matière de violence conjugale ou post-séparation. Ce constat nous invite à rappeler que « les centres de femmes travaillent aussi en violence », comme l'indique la plate-forme de L'R des centres de femmes⁴ en réponse au manque de reconnaissance des institutions politiques. De plus, ce constat rappelle que déjà entre 2005 et 2015, des dizaines d'entretiens avec des féministes québécoises avaient permis de constater qu'elles considéraient que le secteur de la sensibilisation et la prévention des violences était le plus ciblé par les antiféministes (Blais, 2018).

³ De manière formelle, la notion de « saturation refers to the point in data collection when no additional issue or insights are identified and data begin to repeat so that further data collection is redundant, signifying that an adequate sample size is reached » (traduction : la saturation fait référence au moment dans la collecte de données où aucun enjeu ou aucune information supplémentaire n'est identifié et où les données commencent à se répéter de sorte que toute collecte de données supplémentaire est redondante, ce qui signifie qu'une taille d'échantillon adéquate a été atteinte) (Hennink et Kaiser, 2022).

⁴ Disponible via <https://rcentres.qc.ca/plateforme-de-revendications/>



L'ANTIFÉMINISME, LE MASCULINISME ET SON INSTITUTIONNALISATION

Qu'entendons-nous par antiféminisme et quelles formes prend-t-il ?

En écho à d'autres enquêtes sur le sujet (notamment Blais, 2018; Roggeban, 2018; Draggiewicz, 2011), les participantes retiennent que l'antiféminisme est une force organisée, à l'instar d'Ashira qui trouve important de le penser comme « une organisation socio-politique », bien qu'il se manifeste parfois plus subtilement, un peu comme le font « des gangs » (PtitBout), ou des boys clubs (Delvaux, 2019). Autrement dit, « l'antiféminisme c'est un mouvement qui va s'opposer au féminisme. Je pense que ça peut prendre la forme d'action ou de parole qui vont chercher soit à arrêter, à ralentir ou même à faire reculer la liberté, les droits des femmes. Puis je pense qu'il y a plusieurs manifestations possibles » (Anne). Tout comme Anne, je définis l'antiféminisme comme un contremouvement, un mouvement d'opposition qui évolue en fonction des avancées du mouvement féministe avec qui il entretient une relation de « couple conflictuel » (Perrot, 1999; Zald & Useem, 1982). Ce rapport dynamique est discuté par Georgette qui souligne, d'une part, que le féminisme et l'antiféminisme sont « deux opposés tout le temps », et d'autre part, que les féministes parviennent à faire des gains qui obligent les antiféministes à s'adapter. Elle donne un exemple de gain en parlant « de féminicide, on ne parlait pas de "féminicide" avant. On disait qu'une femme s'est fait tuer par son mari pour une chicane conjugale », alors que, paradoxalement, on laisse toujours entendre que les hommes sont autant sinon plus victimes de violence conjugale⁵. J'ai fait le choix d'illustrer

ce tango conflictuel entre, d'une part, la reconnaissance du fait que les femmes sont les principales victimes de violences meurtrières⁶ et, d'autre part, la supposition voulant qu'elles soient tout aussi violentes que les hommes en contexte de conjugalité hétérosexuelle, à l'aide du document Outil de détection, d'analyse et de référence de la violence conjugale à l'intention des victimes masculines (Trépanier & Drouin, 2018: 3-4). D'entrée de jeu, on y lit que la violence conjugale est généralement représentée sous forme d'agressions et de comportements de contrôle exercé unilatéralement par un homme à l'endroit d'une femme. Or, les enquêtes populationnelles indiquent très clairement qu'un nombre élevé d'hommes sont également victimes de violence conjugale. [...] Contrairement aux idées reçues, les enjeux et les contextes liés à l'usage de violence ne diffèrent pas de façon significative selon le sexe des personnes, pas plus que la nature des impacts qui en découlent.

⁵ Selon les données du gouvernement du Québec, « les femmes sont néanmoins les principales victimes de violence en contexte conjugal. En 2023, elles représentent un peu plus de trois victimes sur quatre (76 %) » et « représentent 73 % des victimes d'infractions violentes commises en contexte conjugal et susceptibles d'entraîner des blessures. » (je souligne) [https://statistique.quebec.ca/vitrine/egalite/dimensions-egalite/violence/violence-contexte-conjugal].

⁶ Selon les données de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) : « L'homicide conjugal est la forme la plus fréquente d'homicide familial au Québec et au Canada. La très grande majorité des homicides conjugaux sont commis par un homme à l'endroit d'une femme dans le cadre d'une relation hétérosexuelle. [...] La présence d'antécédents de violence conjugale dans la relation et la séparation sont les facteurs qui augmenteraient le plus les risques d'homicide conjugal. » [https://www.inspq.qc.ca/violence-conjugal/comprendre/homicide-conjugal]

Quelques lignes plus loin, il est cependant précisé que les hommes sont « les principaux auteurs de crimes violents dans la société ». En outre, cette présentation de la situation ne semble pas tenir compte des nombreuses critiques émises depuis plusieurs années par des chercheur·es et intervenant·es à l'endroit des enquêtes qui prétendent que la violence est symétrique (voir notamment, Brosard, 2015; DeKeseredy, 2011; Romito, 2006; Damant & Guay, 2005; Prud'homme & Bilodeau, 2005; Rausch, 2005). Ces expert·es prennent soin de débusquer les biais méthodologiques et l'amalgame qui est fait entre la violence conjugale et les conflits conjugaux. Pour prétendre que la violence est symétrique, on doit en effet laisser entendre qu'une « chicane de couple » est de même nature que le contrôle coercitif (Lapierre, Côté & Frenette, 2025). La thèse de la symétrie de la violence fait ainsi fi des différences fondamentales sur le plan de la persistance, de l'intensité, des moyens utilisés dans l'exercice de la violence, dont la menace de mort. Les mêmes moyens violents ne sont pas mobilisés dans le cadre d'un simple conflit de couple, où l'enjeu est de convaincre l'autre, et non pas d'exercer son contrôle sur l'autre (Prud'homme & Bilodeau, 2005).

Comme souligné précédemment, les participantes estiment que **la violence de genre est l'enjeu central** autour duquel l'opposition féministe et antiféministe s'articule en ce moment sur le territoire montréalais. On compte également le **financement**, et, dans une moindre mesure, les questions de **diversité sexuelle et de genre** qui sont aussi sous attaque. Autrement dit : « on se fait attaquer autant au niveau de la sexualité, de la parentalité tout ça. Je pense que c'est vraiment là que l'antiféminisme se cache » (Juliette).

Les participantes estiment également que les antiféministes « **visent toutes les femmes**. Ils visent surtout les femmes impliquées dans les groupes de femmes. Je vais dire surtout, parce que pour eux ces femmes-là leur empêchent d'avoir le contrôle des médias ou des prises de parole. Parce que ce sont des femmes qui vont défaire leur commentaire. » (Marie-Noël). Parmi les « **femmes qui prennent**

de la place » (Johanne), celles qui ne correspondent pas aux normes de la féminité, celles qui n'ont pas d'enfants ou celles qui subissent plusieurs formes d'oppression, comme les lesbiennes et les femmes noires « risquent d'être plus attaquées que des personnes qui vont juste passer sous le radar », selon Madeleine. Par exemple, Lourdes a subi une attaque verbale à la fois raciste, sexiste et antiféministe de la part d'un homme qui lui a dit : « j'aime pas les femmes [d'un pays des Suds globaux]. » Après lui avoir demandé : « ah oui pourquoi ? Il m'a dit : "parce que vous, vous voulez être comme les hommes, vous voulez les mêmes droits." »

L'antiféminisme tire ainsi avantage du **racisme, du sexisme, de la misogynie ambiante** et parfois même du **capacitisme**. En résumé, les antiféministes sont misogynes puisqu'ils « n'aimaient pas les femmes » (PtitBout), et ils sont sexistes dans les milieux de travail mixtes lorsqu'ils mettent « en doute les capacités de la femme à faire les mêmes choses que l'homme » (Johanne). Parmi les formes de racisme discutées par les participantes, nous comptons l'islamophobie. Nour souligne à cet égard le préjugé voulant que les femmes qui portent le foulard soient nécessairement soumises. Or, ajoute-t-elle, « l'Islam c'est pas ça ». En guise d'exemple, elle rappelle que les femmes musulmanes peuvent demander le divorce si elles n'ont pas de « jouissance sexuelle ». MM, qui travaille auprès de femmes migrantes et racisées, discute quant à elle de la violence symbolique d'une intervenante de la protection de la jeunesse. Cette dernière aurait dit au garçon d'une femme victime de violence conjugale que « c'est lui [le garçon], l'homme », laissant ainsi entendre qu'il est responsable de sa mère, comme si cette dernière était mineure, frêle et fragile.



Même si certaines notent la présence de femmes antiféministes, ce sont majoritairement **des hommes qui s’opposent** aux féministes rencontrées. Et quels sont leurs **objectifs** ? Selon Johanne, ils souhaitent « maintenir les femmes dans une position de **domination des genres** ». Madeleine discute plus précisément de la volonté des antiféministes de lutter contre les féministes pour que les hommes puissent continuer de **s’approprier** le temps, le travail et le corps des femmes (Blais, 2023) en personnalisant un homme qui se dit : « qu’est-ce qui va m’arriver à moi [homme] si maintenant tu n’es plus juste à la maison à faire mes tâches, à t’occuper de la charge mentale ? Qu’est-ce qui va m’arriver si je ne peux plus t’utiliser ? Tu sais sexuellement, etc. Si j’ai plus de pouvoir sur toi ».

LES FORMES D’ANTIFÉMINISME

Tous les mouvements sociaux ou contremouvements sont composés de différentes formes ou tendances. Dans le cas de l’antiféminisme, les participantes en ont identifié trois : l’antiféminisme **ordinaire**, l’antiféminisme **conservateur** et le **masculinisme**. Je vais discuter brièvement des deux premières, pour ensuite m’attarder plus en détail sur le masculinisme, considérant qu’il s’agit de la forme la plus active.

L’antiféminisme ordinaire

Selon la sociologue Francine Descarries (2015 : 76), l’antiféminisme ordinaire renvoie à « la mise en œuvre et l’expression sociopolitique du sexisme et de la misogynie ». Il se manifeste, notamment « quand on croit que l’égalité est atteinte » (Bridget). Repérable tant au 18^e siècle qu’aujourd’hui, l’antiféminisme ordinaire « gomme, façonne ou invente les femmes autour du fantasme de la ‘féminité’ », dont « la femme-mère », « la femme enfant » ou la « femme faible » (Descarries, 2015 : 84-85). Prenant la forme d’un « **discours ambiant** » (Justine), il s’incarne notamment dans la « condescendance » des élus municipaux qui forment un « **boys club** »,

selon Marguerite. Cela dit, il ne s’agit pas de la forme d’antiféminisme la plus discutée par les participantes.

L’antiféminisme conservateur

L’antiféminisme conservateur est pour sa part porté par « certaines organisations religieuses de droite » (Ashira). Comme toutes les formes d’antiféminisme, il repose sur une **conception hiérarchisée des rapports entre les hommes et les femmes**. Les antiféministes conservateurs considèrent la famille hétérosexuelle comme l’unité naturelle – parfois voulu par Dieu – à la base de l’organisation sociale. L’avortement et les formes de structures familiales autres qu’hétérosexuelles sont ainsi perçus comme une menace pour la société dans son ensemble.

C’est cette vision qui les conduit à remettre particulièrement en cause la liberté des femmes, et des personnes ayant un utérus, à disposer de leur corps, notamment en matière d’interruption volontaire de grossesse (Lamoureux, 2015), tout comme les droits de la communauté 2ELGBTQIA+. Certaines tactiques déployées par l’antiféminisme conservateur ont attiré l’attention des féministes rencontrées, dont une manifestation devant une clinique d’avortement, ainsi que la première Marche pour la vie organisée dans la province, à Québec, en juin 2024. Des féministes consacrent du temps et de l’énergie pour se mobiliser contre cet antiféminisme, comme le rappelle Kate : « il y a deux ans, on a fait une grosse manifestation devant un centre anti-choix. » Cela étant, Johanne confie que « ça [lui] faisait énormément de peine de devoir [se] mobiliser pour ça [encore aujourd’hui], au Québec ».

Comme le souligne Kate, les féministes de la Montérégie font face à des centres d’aide qui cherchent à dissuader des jeunes femmes indécises d’interrompre leur grossesse (Gonin, Pronovost, Blais, 2014). Ce type d’organisation « tend à offrir des “services” aux femmes aux prises avec une grossesse imprévue afin de les convaincre de poursuivre leur grossesse en utilisant des procédés discursifs dont

le caractère éthique est grandement remis en cause » (Pronovost, 2019 : 178). Par ailleurs, la plupart de ces centres font usage du Web. Ils reprennent le vocabulaire et l’iconographie des centres d’aide à la grossesse pro-choix tout en adoptant « une approche en apparence neutre pour attirer les femmes à qui l’ont fourni bien souvent de fausses informations à propos des conséquences de l’avortement » (Blais, 2018 : 129-130).

Ashira croit que l’antiféminisme conservateur est cependant moins visible dans la région et que les militant.es « se sont tranquilisés.es parce qu’il y a eu une forte réaction du milieu et que le gouvernement est sorti tout de suite, tant le fédéral que le provincial [en disant] : “on soutient toujours le droit des femmes” ». N’en demeure pas moins qu’au moins deux nouvelles organisations s’opposant à l’avortement ont ouvert leurs portes en Montérégie au cours des dernières années (Pronovost et al., à paraître). Pour mieux passer inaperçus, ces groupes refusent de se positionner en faveur ou en défaveur de l’avortement, tentant ainsi de s’extraire de ce débat afin de **maintenir une ambiguïté** quant à leur positionnement idéologique. Ils estiment que leur implication s’inscrit dans une logique de care, plutôt que dans une logique militante. Cette tactique rhétorique n’est pas sans rappeler celle des masculinistes dont il sera question plus loin, ou encore celle des groupes d’extrême-droite qui rejettent l’usage des étiquettes gauche-droite et affirment représenter une « troisième voie ».

Masculinisme

Le masculinisme est la tendance du contremouvement antiféministe qui occasionne le plus de dommage en Montérégie, comme partout au Québec depuis le début des années 2000, tant dans l’espace public que privé (Blais & Dupuis-Déri, 2021; Blais, 2018). Cet antiféminisme prétend que les hommes sont en **crise de la masculinité** (Dupuis-Déri, 2018) à cause des femmes en général et des féministes en particulier. Comme le souligne l’historienne Christine Bard (1999: 324-325), la rhétorique

de la crise de la masculinité « exprime toujours la hantise de l’égalité. Elle a toujours la même fonction dissuasive pour les femmes et la même valeur d’exorcisme pour les hommes. Elle masque surtout la persistance du sexisme ». Pour convaincre de l’existence de cette crise, les masculinistes récupèrent des problèmes sociaux comme le suicide et le décrochage scolaire en les qualifiant de problèmes spécifiquement masculins. Leur solution aux problèmes est la valorisation la masculinité conventionnelle bien que celle-ci soit sans conteste un important facteur de risque suicidaire (Dupuis-Déri, 2018).

Les masculinistes estiment également que les pères sont discriminés au tribunal de la famille, puisque les mères obtiendraient davantage la garde des enfants au moment d’une séparation. Enfin, les féministes adopteraient, toujours selon eux, une vision erronée des violences conjugales et post séparation, puisque la violence serait symétrique, c’est-à-dire que les femmes commettraient autant, sinon plus, d’actes de violence que les hommes. Par exemple, Nour explique que les droits des pères sont « sacrés », même lorsque ceux-ci perpétuent des violences. Bien que ces prétendues causes de la crise de la masculinité ont fait l’objet d’une analyse critique de la part de plusieurs chercheur.es (pour plus de détails, voir notamment Blais et Dupuis-Déri, 2015), elles forment, depuis la moitié des années 2000, des éléments centraux dans le discours des masculinistes pour délégitimer et discréditer les féministes, coupables selon eux, de ne pas se préoccuper des hommes ou même de leur nuire. À cet égard, il convient de préciser que l’argument de la symétrie de la violence semble particulièrement mobilisé contre les féministes consultées. Ashira raconte ainsi que « la violence conjugale, avec la symétrisation, c’est une forme d’antiféministe qui déstabilise pas mal les tables de violence sur le territoire et qui pousse les groupes de femmes à se poser des questions. »

LE DÉVELOPPEMENT DU MASCULINISME ET SON INSTITUTIONNALISATION

Le masculinisme a connu différentes phases de développement :

- 1. La germination (décennie 1980)
- 2. L'émergence (1990)
- 3. La consolidation (2000)
- 4. L'institutionnalisation (depuis 2010)

pour le masculinisme hors ligne. Autrement dit, le discours sur la crise de la masculinité apparaît dans quelques médias en 1980. Le masculinisme s'organise durant les années 1990, notamment avec la création du Réseau homme Québec en 1993 (Tanguay, 1995). C'est véritablement durant sa phase de consolidation en 2000, que l'on entend parler de lui, surtout avec le déploiement des groupes qui privilégient l'action directe comme Fathers for Justice et d'autres organisations vouées à la défense des pères séparés et divorcés. Il suffit de rappeler les supers héros perchés du haut de la structure du pont Jacques Cartier⁷. En outre, pour contester les « injustices » dont les pères seraient victimes, des militants des groupes de père n'hésitent pas à porter plainte en justice pour diffamation ou discours haineux contre les hommes (autant de causes déboutées ou perdues), et même à s'en prendre directement, parfois physiquement, à des féministes et aux organisations féministes, en faisant usage d'un langage ordurier sur Internet (Mathieu Jobin, 2015; Émilie St-Pierre, 2015).

Le masculinisme connaît une période d'accalmie autour de 2010, soit au moment où des militants parmi les plus virulents font face à une opposition des féministes, mais aussi du gouvernement du Québec et du Barreau du Québec (Blais, 2018). C'est à ce moment que le masculinisme entre dans sa phase d'institutionnalisation, plus discrète, et « [qu']ils doivent devenir professionnels dans leur

façon d'être avec les autres, pour que ça passe et que ça soit toléré maintenant. » (Laurie). Comme l'indique Laurie, cette phase se caractérise par un déplacement de l'engagement masculiniste vers des universitaires (en travail social, par exemple) et des intervenants sociaux, ou des groupes communautaires qui ont parfois modifié leur nom. Dans l'ensemble, il s'agit d'interlocuteur-ices jugés plus crédibles que les activistes de Fathers for Justice. En résumé, « c'est une forme d'antiféminisme nuancée, politically correct et très ancrée dans le milieu communautaire et institutionnel » (Ashira). C'est autour de 2017-2019 que Charlotte, Marie-Noël, Bridget, Ashira et Johanne observent le déploiement de ce masculinisme institutionnel plus sournois et diffus en Montérégie, tant dans leurs milieux professionnels que dans leur vie privée.

N'en demeure pas moins que, « les Fathers for Justice ont bien fait leur job » (Georgette). Leurs arguments ont suffisamment circulé pour être repris et retravaillé de manière à les parer d'une aura de respectabilité. Georgette poursuit en confirmant que : « ce tata là est encore là aujourd'hui, mais il a changé sa façon de le dire. Il va parler d'inclusion ... Avant il était vu comme le fatiguant, là c'est moi la fatigante. » En effet, le masculinisme a modifié sa manière de se présenter et de s'exprimer pour ne plus se confronter ouvertement au féminisme. L'opposition se fait désormais de manière détournée, à l'aide d'une panoplie d'arguments pour la santé et le bien-être des hommes, ce qui laisse à penser qu'ils agissent pour la santé globale, aux côtés des féministes (Salter, 2016). Mais, d'un point de vue sociologique, prétendre que les hommes vont mal en tant qu'homme revient à dire que cette catégorie sociale est discriminée.



⁷ Des hommes déguisés en super héros (notamment Spiderman) ont escaladé la structure du pont Jacques-Cartier à deux reprises en 2005 et 2006, attirant une forte attention médiatique.

Il leur suffit d'omettre de dire qu'ils le sont à cause des femmes et des féministes, pour éviter de passer pour des antiféministes, mais cela reste sous-entendu, tant ce discours rendant les femmes et les féministes responsables des problèmes des hommes a été dit et répété depuis des décennies, y compris par des voix influentes dans les médias de masse. Ce procédé est repérable dans des énoncés masculinistes qui accusent « la société » (en général) ou un « on » (imprécis) de stigmatiser les hommes violents (Blais, 2024: 182). On laisse toutefois entendre que ce sont les féministes qui stigmatiseraient les hommes violents. De nouveau, on procède à une inversion de la responsabilité et les hommes violents se transforment en victimes. En définitive, cette attitude [...] conduit à évacuer toute analyse du social en termes de rapports de sexe, de rapport de pouvoir et d'égalité de fait : un tel vacuum laissant toute la place à des interprétations abusives qui prônent non seulement que les hommes sont discriminés sur la base de leur sexe, mais encore que les femmes disposent de pouvoirs excessifs (Des-carries, 2015: 78).

Marie-Noël perçoit elle aussi le caractère adaptatif de l'antiféminisme :
Quand j'étais plus jeune, moi, les femmes, elles ne connaissaient rien, elles ne savaient pas conduire. Elles n'étaient pas capables d'être médecins, n'étaient pas assez bonnes, n'avaient pas un cerveau pour. Elles étaient plus douces, faites pour avoir des enfants, les éduquer, puis prendre soin d'eux. Mais là, le discours, il est plus caché, on ne le voit pas.

À noter que l'institutionnalisation du masculinisme, en dehors du Web, vient de pair avec le déplacement de la virulence en ligne. Certaines participantes s'en inquiètent, à l'instar de Camille qui discute des coachs de vie qui produisent « des vidéos hyper bien montés avec de gros sous-titres où l'homme va expliquer ce que veut une femme en réalité, qu'est-ce qu'ils attendent d'une relation, comment doit se comporter la femme, etc. » Autrement dit, ces hommes croient que les femmes « devraient être encore dans la cuisine » (Johanne). Cela étant, les interactions entre les féministes et les antiféministes dont parlent les participantes ont lieu majoritairement à l'extérieur des médias sociaux numériques.



OÙ SONT-ILS ET QUI SONT-ILS ?

Les féministes rencontrées ont identifié des lieux où elles côtoient des antiféministes et des endroits où ils (et parfois elles) travaillent, militent et évoluent. J'utiliserai ci-après le terme antiféminisme ou antiféministe lorsque je ne peux identifier la tendance du contremouvement dont il est question, et masculinisme ou masculiniste lorsqu'il est précisément question de cette tendance.

Elles sont nombreuses à repérer des masculinistes dans les **ressources pour les hommes**, parfois « soutenues par le plan de santé et bien-être des hommes⁸ » (Ashira), dont Bridget qui discute « des organismes qui viennent en aide aux hommes qui vont parler de la symétrie de la violence ». Sans prétendre que tous les intervenant.es de ces ressources adhèrent aux discours antiféministes, les participantes estiment en revanche que leur **direction** est souvent beaucoup plus engagée contre le féminisme. Les dirigeants développent notamment des « discours antiféministes qui n'ont pas l'air antiféministes » (Madeline), et scellent des alliances pour mieux s'opposer au féminisme (Justine). Certaines personnes à des postes clés correspondent particulièrement à ce profil. Aux dires de Sonia, « [ils] ont du leadership, [ils] sont limite gourous, [ils] prennent tout le temps la parole, [ils] sont sur plein de projets ». Elle ajoute être persuadée qu'ils exercent une grande influence sur l'ensemble de la Montérégie, parce que « les stratégies [qu'ils mettent] de l'avant [sont] reprises sur d'autres territoires », sans compter que les « entités », comme elles appellent ces hommes en position de pouvoir et d'influence, forment d'autres intervenant.es un

peu partout au Québec (Kate). Enfin, bien qu'il soit surtout question des hommes antiféministes, des participantes rappellent la présence de femmes antiféministes.

Des conseils d'administration, des comités et, à plus forte raison, les **tables de concertation** locales et régionales (itinérance, famille, jeunesse, mais surtout violence) sont autant de lieux où les féministes rencontrées doivent composer avec des antiféministes. Il en va de même pour les organismes travaillant sur des enjeux familiaux et certains Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC). Par exemple, autour d'une table [X], il y a beaucoup de personnes, il y a des points de vue différents, il y a des organismes qui travaillent auprès des femmes victimes de violence, et des organismes qui travaillent auprès des hommes qui disent qu'il y a aussi des hommes qui sont victimes de violence et qu'il n'y a pas assez de service pour les hommes (Gabrielle).

En outre, dans le réseau de la santé et à la protection de la jeunesse, « on entend beaucoup que les femmes sont aliénantes, que les hommes sont victimes de ça » (Bridget).

⁸ Des hommes déguisés en super héros (notamment Spiderman) ont escaladé la structure du pont Jacques-Cartier à deux reprises en 2005 et 2006, attirant une forte attention médiatique.

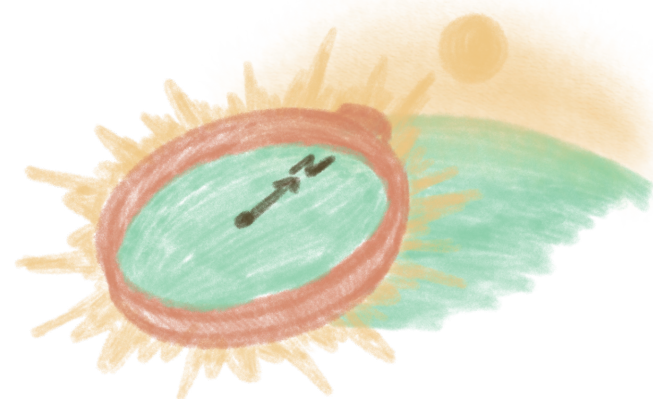
Les féministes rencontrées ciblent aussi certains corps de métier, essentiellement les **policiers** et les **pompiers** avec qui elles ont à interagir tout comme le **milieu scolaire**, lorsqu'elles y dispensent des formations. Laurie raconte son expérience avec « un directeur d'école qui m'avait dit à l'époque qu'il refusait de recevoir les parcours de la violence amoureuse⁹ parce qu'il disait : "bien, la conclusion c'est toujours un gars qui a été violent et qui finit avec les menottes" ». Des **élu-es** des différents paliers de gouvernement tiennent également des propos antiféministes, dont ceux qui croient « que là, on s'est assez occupé des femmes, il faut penser à s'occuper des hommes » (Camille), ou encore ceux qui octroient plus d'argent à des groupes pour hommes, reconnus par nos participantes pour leurs actions antiféministes, qu'aux organisations féministes (Daphnée). Dans certains cas, les antiféministes travaillaient au sein de la même organisation que des participantes à l'enquête.

En plus des antiféministes avec lesquels elles doivent composer dans le cadre de leur travail, les féministes discutent de la présence d'antiféministes dans les médias traditionnels (Daphnée) et les médias sociaux (Camille), mais surtout dans leur **vie privée**, à plus forte raison dans la famille. Marie-Noël estime que ce ne sont pas nécessairement les plus vieilles générations qui portent des discours antiféministes, mais aussi les plus jeunes, ce qui lui donne « le goût de les prendre par les épaules et de les brasser ». Ces attaques antiféministes dans leur vie privée - parfois déstabilisantes comme peut l'être l'humour d'un proche (Blais & Dupuis-Déri,

2022; Morency, 2021), d'autres fois plus agressive comme celles de l'influenceur Andrew Tate¹⁰ - s'additionnent aux attaques qu'elles subissent dans leurs milieux de travail. Cette **stratification** n'est pas sans conséquence sur leur charge de travail, un peu comme si elles devaient faire des **heures supplémentaires** (Blais & Chrétien, 2018). À cet égard, Camille raconte qu'il lui est difficile d'établir des frontières entre les sphères d'activité parce que « t'es pas féministe [uniquement] au travail. [...] On m'identifie aussi comme ça, autant dans les sphères de vie familiale, aux études ou au travail ». Enfin, les impacts dont il sera question dans leur milieu de travail se conjuguent parfois à des conséquences dans leur vie privée, comme des ruptures d'amitiés (Laurie). Tout bien considéré, la présence d'antiféministes sur le territoire a de quoi surprendre certaines femmes migrantes, puisque le gouvernement du Québec se vante de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est le cas de Nour, qui confie avoir quitté un pays d'Afrique du Nord à un moment où le féminisme y allait de soi, à la différence d'ici où il est contesté.

⁹ Il s'agit ici d'une référence à un programme de sensibilisation aux violences entre partenaires s'adressant aux jeunes de 12-17 ans et offert dans les écoles secondaires partout au Québec.

¹⁰ Andrew Tate est un ancien champion de kick boxing. Il est devenu un des influenceurs masculinistes les plus populaires sur les réseaux sociaux depuis quelques années. Il est notamment accusé de traite d'êtres humains en bande organisée, de viol, de relation sexuelle avec une mineure et de blanchiment d'argent.



LES STRATÉGIES ET LES TACTIQUES

Les antiféministes mobilisent un certain nombre de tactiques qui sont à l'origine des impacts documentés. Je m'inspire du répertoire tactiques des masculinistes que j'ai documentées ailleurs (Blais, 2018) pour mieux rendre compte des manœuvres actuellement déployées par les féministes interrogées.

Il convient d'abord de définir ce que j'entends par tactique et stratégie. À la suite de la psychologue et sociologue italienne Patrizia Romito (2006: 79-80), je définis les **tactiques** comme autant de « moyens qui peuvent être employés de façon transversale dans différentes stratégies ». Quant aux stratégies, il s'agit des grands objectifs poursuivis par le contre-mouvement.

Ainsi, les masculinistes développent différents moyens (tactiques) pour mieux atteindre un des **grands objectifs** (stratégies) suivants :

1. Créer des **dommages** au mouvement féministe
2. **Persuader** les gens d'adhérer à leur cause ou de **dissuader** les gens d'adhérer au féminisme
3. **Recruter**.

PERSUADER ET DISSUADER : LES DEUX FACES D'UNE MÊME STRATÉGIE RÉPANDUE

Dépendamment des professions et des activités que les antiféministes vont exercer, les stratégies poursuivies ne seront souvent pas les mêmes. Autrement dit, les militants des groupes de père séparés ou divorcés reconnus pour leurs actions directes ont été plus nombreux à chercher à nuire au mouvement féministe en utilisant des tactiques violentes, comme la menace, que les intellectuels, par exemple. Même si les féministes subissent encore des menaces¹¹, les participantes mettent davantage l'accent sur la **persuasion** ou la **dissuasion**, soit les deux faces d'une même stratégie qui correspond davantage au profil des interlocuteurs qui gagnent en respectabilité depuis la phase d'institutionnalisation. Pour le dire avec les mots de Georgette : « au début on sentait que les groupes antiféministes se battaient contre les groupes féministes. Je pense que maintenant la stratégie, c'est d'informer les autres [...] de leur option », sans entrer en opposition frontale avec les féministes. Allant même jusqu'à persuader des féministes, Laurie ajoute que « ça devient dix fois plus convaincant de le faire de cette façon-là [subtilement], parce que c'est

¹¹ En effet. « J'ai entendu des organismes raconter des situations, des menaces avant le 8 mars, on va venir vous faire sauter ou des choses comme ça » (Georgette).

présenté comme étant professionnel ». En résumé, Georgette parle de la persuasion comme autant de « stratégies pour changer les mentalités ou ramener d'anciennes mentalités ». Elle croit aussi que la dissuasion semble avoir un certain succès, puisqu'ils « ont convaincu une bonne partie de la population, une bonne partie des intervenants du milieu qui ne travaillent pas dans le mouvement féministe, que c'est nous qui dérange » (Georgette). La dissuasion prend également la forme de « stratégies pour invalider l'ADS [Analyse différenciée selon les sexes] », selon Charlotte, sans compter que la manipulation peut être utilisée pour persuader ou dissuader, comme nous dit Kate.

Pour persuader, mieux vaut donner une impression de neutralité. Pour ce faire, des groupes « ont réorienté leur mission, ils ont changé leur nom. [...] Ils sont plus discrets, mais au final, c'est la même affaire » (Sonia). Enfin, pour illustrer la manière dont les antiféministes s'y prennent pour ne pas révéler ce qu'ils pensent du féminisme, Justine parle de l'attitude qu'ils adoptent dans leur interaction avec des féministes. Certains font mine d'être exaspérés « quand on prend la parole », d'autant plus que « c'est dit presque de façon bienveillante, fait que c'est dur de mettre des mots [sur ce qui se passe] ».

LES PRINCIPALES TACTIQUES

Quels sont les principaux moyens utilisés pour répondre aux objectifs du contremouvement ? D'entrée de jeu, une première précision s'impose, il est difficile d'associer une tactique à une seule visée stratégique. Se percher au haut de la structure du pont Jacques-Cartier, par exemple, peut à la fois aider à recruter des gens et nuire au mouvement féministe. Je me contenterai donc de discuter des **cinq tactiques** que cette enquête a permis d'identifier, sans établir de liens de causalité stricts avec l'une ou l'autre des stratégies discutées plus tôt.

Force est toutefois de constater qu'une causalité souple se dessine entre la stratégie de persuasion et dissuasion discutée par les participantes, et les **tactiques** suivantes :

1. Les **jeux de coulisses**
2. La **tactique rhétorique**
3. La **diffusion**
4. La **mise à l'écart**
5. La **répression**

Les jeux de coulisses

Les tentatives d'influencer les décisions politiques en établissant des contacts avec des élu·es sont davantage préconisées depuis l'entrée du masculinisme dans sa phase d'institutionnalisation (Blais, 2018: 227). Non seulement les jeux de coulisse sont utilisés dans des espaces informels, mais aussi dans des lieux formels comme des espaces institutionnels publics et politiques. En se présentant comme des interlocuteurs professionnels et crédibles, les masculinistes qui, rappelons-le, ont gagné une nouvelle légitimité auprès des autorités, parviennent à occuper des espaces formels où les féministes ne sont pas présentes, ainsi que des espaces où elles ne sont plus invitées. C'est notamment le cas de quelques secteurs de la Montérégie où les centres de femmes ne sont plus invités à prendre part aux initiatives en lien avec la prévention et sensibilisation des violences conjugales et post séparation. Cette pratique peut surprendre, considérant l'implication historique et soutenue des centres de femmes en matière de violence conjugale. Les antiféministes parviennent ainsi à influencer les pratiques institutionnelles tout en érodant les avancées réalisées par les féministes en matière de violence conjugale.

Il semble que les masculinistes créent, encore aujourd’hui, des espaces informels de discussion qui désavantagent les féministes. Camille renchérit en disant que « les jeux de coulisses sont intenses ». Marguerite décrit quant à elle « cette façon d’utiliser les espaces informels, les cadres de portes, alors qu’on sort d’une structure formelle, une concertation. Puis là, dans le cadre de porte, ils disent: “toi, il faut que je te parle” ». Cette tactique permet notamment d’obtenir du financement (Zald & Useem, 2009) et de s’allier un nombre de partenaires qui seraient, aux dires de Marie-Noël, assez importants en termes d’influence.

La tactique rhétorique

Pour convaincre des partenaires ou des élu-es, l’argumentaire peut prendre appui sur des procédés rhétoriques. En général, la rhétorique ou l’art de bien parler pour convaincre, vise à convaincre sans se préoccuper de la manière dont on s’y prend. Nul besoin de s’appuyer sur l’expérience concrète des hommes, puisque l’utilisation d’un seul cas leur permet de généraliser (Gory, 2011; Bertoia & Drakich, 1993). Dans leur Traité de l’argumentaire, Perelman et Olbrechts-Tyteca expliquent qu’on peut utiliser la **duperie**, la **tromperie**, ou la **désinformation**, cela importe peu, pour autant que l’on obtienne « l’adhésion de tout être de raison », dans le but de « déclencher chez les auditeurs l’action envisagée (action positive ou abstention), ou du moins à créer, chez eux, une disposition à l’action, qui se manifestera au moment opportun » (Perelman & Olbrechts-Tyteca, 2008: 36 et 59). Madeleine a bien identifié ce type de tactique chez les masculinistes, mais surtout « au niveau de la direction de ces groupes-là ». Selon elle, ils parviennent à faire « passer des idées alors qu’on ne se rend pas du tout compte à quel point c’est antiféministe ». Pour y parvenir, elle analyse « l’utilisation de certains mots [ou] la manipulation de statistiques » « qu’on va vérifier après la discussion, pour se rendre compte qu’on s’en est fait passer une belle. »

L’enquête met en lumière **quatre procédés rhétoriques** utilisés contre les féministes ou le féminisme par les masculinistes: la **rhétorique de la rationalité**, la **rhétorique de la nouveauté**, la **thèse de la mise en péril** (Hirshchman, 1991), et la **rhétorique du retournement**.

La **rhétorique de la rationalité** consiste à se présenter comme un interlocuteur rationnel en opposition aux féministes qui seraient trop émotives, voire idéologiques. Comme je l’ai précisé ailleurs, la rhétorique de la rationalité reproduit les clivages dichotomiques entre émotions (féminin) et raisons (masculin) et subjectivité (féminin) et objectivité (masculin) (Blais, 2018: 208). Nul besoin de débattre de l’argument féministe, puisqu’il n’est ni objectif ni scientifique. Camille confie avoir fait les frais de ce procédé : « tu ne peux pas avoir une opinion neutre parce que tu es féministe. Tu ne peux pas bien comprendre ce que l’autre vit, ce que la famille vit ou ce que le conjoint vit, ou ce que l’homme vit. Parce que t’es féministe, t’es déjà influencée, t’as déjà des préjugés ». Par voie de conséquence, « mon expertise n’est pas valide, parce que je vois juste des femmes », nous dit Justine. Pis encore, les féministes seraient « complaisantes envers les femmes qui ont des comportements violents. D’emblée, on [ne serait pas] capable de voir ce qui se passe » (Charlotte).

À certaines occasions, la rhétorique de la rationalité consiste à accuser les féministes d’être non seulement partiales, mais aussi partielles ou « trop spécifiques » (Georgette), voire qu’elles excluraient « la moitié de la population » (Charlotte), comme s’il était possible à quiconque de couvrir l’ensemble des expériences humaines. Dans la foulée, on propose aux féministes d’adhérer à une perspective « humaniste » pour tenir « compte de l’humain » (Charlotte), sans jamais en dire plus sur la vaste tradition philosophique de cet « humanisme ». Il s’agit, d’un courant philosophique qui, notamment au 13e siècle, visait à redécouvrir des textes gréco-romains anciens en vue de sortir de ce qu’on estimait être la « noirceur » du Moyen-Âge, et d’argumenter l’auto-nomie des humains face au déterminisme religieux.

En Montérégie, le recours à ce terme est surtout un appel à prendre en compte les « êtres humains » en général, indépendamment de leur positionnement dans les rapports sociaux, niant de surcroît les inégalitaires entre les hommes et les femmes.

Quant à la **rhétorique de la nouveauté**, cette dernière laisse entendre que le féminisme est désuet, faisant ainsi l’impasse sur les nombreuses recherches actuelles. Comme l’explique Sonia, « notre approche, notre analyse de la violence conjugale [seraient] un peu dépassée. Il faut évoluer », semble-t-il, « parce que maintenant, il y a beaucoup d’hommes victimes. » En guise d’illustration, lors du colloque « À parts égales » organisé par l’organisme À Cœur d’Homme en 2018, le dirigeant d’un groupe membre a soutenu que la manière dont la violence conjugale est appréhendée – ainsi que les protocoles d’intervention qui en découlent – est désormais dépassée, arguant que la société avait évolué vers une plus grande égalité entre les hommes et les femmes¹². Rappelons que la rhétorique sert à provoquer une action. Dans ce cas-ci, Sonia raconte que la soi-disant « nouveauté » doit amener les féministes à revoir leurs protocoles de manière à inclure les hommes victimes de la violence des femmes.

J’emprunte la **thèse de la mise en péril** à Albert Hirschman (1991: 19) dans ses travaux sur la rhétorique réactionnaire. Selon l’économiste, cette thèse cherche « à mettre l’opinion en garde, explicitement ou non, contre les terribles périls auxquels », dans ce cas-ci, le féminisme expose la société. Justine en a fait les frais lorsqu’elle discutait de la charge mentale des mères et qu’un « directeur d’école m’a dit qu’à force d’être féministe radicale comme j’étais, [...] les gars ne sauraient pas quoi faire de leur vie. » Autrement dit, les féministes mettent les jeunes hommes en péril.

Le discours de la crise de la masculinité sur lequel s’appuie le masculinisme peut être analysé comme une expression de la **rhétorique du retournement**. En effet, en prétendant que les hommes sont *victimes* des femmes et des féministes, les mascu-

linistes mettent leurs « lunettes à l’envers » (Justine) et récupèrent des analyses et concepts clés du féminisme pour mieux inverser les rapports de domination. Ce faisant, le patriarcat se transforme en matriarcat. À ce propos, l’historienne Christine Bard (1999: 317) notait déjà en 1999 que « le féminisme a toujours été assimilé par ses adversaires au “matriarcat”. Il devient possible de défendre le droit des hommes lésés par les acquis du féminisme, sans craindre le ridicule, sans passer non plus pour antiféministes ». Le retournement peut en effet faire preuve de subtilité, notamment « quand on parle des inégalités, on fait souvent lever des résistances. “Ah oui, oui, mais les hommes aussi. Ils ont changé, les hommes sont plus [dans des rapports égalitaires]” », nous dit Marie-Noël. En écho à cette citation, Camille croit que « la récupération du discours féministe par les groupes pour hommes vient alimenter toute la confusion de tous les partenaires, même dans le mouvement [féministe]. Parfois, on se dit: “mais voyons, il parle comme nous” ».

Le retournement dont discute un bon nombre de participantes est celui de la thèse de la **symétrie de la violence**, à savoir que « les hommes aussi vivent de la violence. Les femmes aussi sont violentes. Les femmes sont surtout violentes psychologiquement » (Marie-Claude). Pour Laurie, « c’est le monde à l’envers. » En effet, des intervenant.es qui soutiennent les hommes en difficulté en viennent à transformer les hommes auteurs de violence en victimes d’une enfance malheureuse ou d’une agression dans le passé, autant d’événements qui expliqueraient leur comportement violent, bien que

¹² Notons, s’il est besoin de le rappeler, que le gouvernement du Québec reconnaît lui-même qu’« au Québec, l’égalité réelle entre les sexes n’est toujours pas atteinte. [...] Les femmes ont des revenus moins élevés que les hommes et sont plus nombreuses à être en situation de pauvreté ; elles sont en moins grand nombre dans des postes de pouvoir et dans des postes décisionnels ; elles accomplissent la plus grande part des tâches domestiques, assument majoritairement les responsabilités familiales et sont plus souvent proches aidantes ; elles sont les principales victimes de harcèlement et de discrimination au travail ; elles représentent la grande majorité des victimes de violence conjugale, de violences sexuelles et de crimes contre la personne » [https://www.quebec.ca/gouvernement/portrait-quebec/droits-liberte/egalite-femmes-hommes/apercu-egalite-femmes-hommes].

les femmes qui ont vécu des souffrances dans l'enfance ne tuent pas des hommes. Qu'à cela ne tienne, il est possible d'entrer dans une telle ressource pour hommes « pour aller chercher de l'aide en tant qu'auteur », puis d'en ressortir « avec de l'aide en tant que victime » (Laurie). Pour prétendre que la violence est symétrique, on doit aussi produire une confusion entre une interaction conflictuelle et de la violence, sans se demander « s'il y a [la] domination sur l'autre, [la] prise de pouvoir », nous dit Bridget. Elle croit que les préjugés voulant qu'une femme victime de violence conjugale adopte nécessairement une posture de soumission orientent la perception que nous avons de celles qui se défendent et créent un doute quant à la part de responsabilité que pourrait avoir cette dernière.

En analysant les propos des féministes rencontrées, force est de constater que les masculinistes ont bonifié leur registre des mots faisant l'objet du procédé de retournement, depuis que j'ai documenté ce procédé autour de 2014 (Blais, 2018). Du nombre, on compte l'expression « **marcher sur des œufs** », c'est-à-dire agir avec précaution par crainte de représailles, comme « la victime qui marche sur des œufs pour ne pas que ça éclate » (Daphnée). Des participantes nous interpellent en donnant l'exemple du regroupement À Cœur d'Homme qui l'a repris pour parler de « l'agresseur pendant la lune de miel », qui marche sur des œufs » pour ne pas provoquer sa conjointe, dit-on, qui est pourtant victime de sa violence¹³.

L'inclusivité fait également partie des termes habilement récupérés, bien que les masculinistes ne se soient « jamais soucié [de l'inclusion des personnes de la diversité sexuelle et de genre », précise Marie-Claude. Peu importe, la récupération de ce concept leur permet de laisser entendre que la non-mixité choisie des groupes de femmes est contraire au principe d'inclusion, et, par le fait même, que les organisations féministes sont discriminatoires à l'endroit des hommes. Georgette en parle ainsi : « c'est nous qui sommes fermées. Eux, ils sont ouverts à la diversité, à l'inclusion ».

Il en va de même pour leur utilisation du concept d'**intersectionnalité**. Selon Justine, « l'intersectionnalité est utilisée par les mascu pour nous culpabiliser de ne pas offrir de services aux hommes ou d'avoir un discours féministe ou de nous traiter de pas inclusives ». Puisqu'il s'agit d'un concept à la mode, les gens n'osent pas répondre, de peur de passer pour des gens qui sont contre l'inclusion (Justine). Enfin, le concept de **charge mentale** est tout autant récupéré par des masculinistes pour parler des difficultés rencontrées par les hommes (Marguerite)¹⁴. De même, nous observons une instrumentalisation de plus en plus marquée de la théorie ou l'approche de la **responsabilisation des auteurs de violence**. Cette dernière soutient que l'agresseur est le seul responsable de la violence qu'il exerce et que rien ne peut justifier son comportement, ni son enfance difficile, ni les agissements de sa conjointe, par exemple. Certains groupes antiféministes s'en emparent pour légitimer leurs pratiques qui ne vont pourtant pas dans le sens de la responsabilisation des auteurs de violence. Des mots-clés tels que « responsabilisation », « prise de conscience », « réparation » et « sécurité » donnent l'impression que leur pratique est en accord avec l'approche féministe, masquant ainsi leur idéologie derrière des apparences de bienveillance.

En somme, les participantes croient que la rhétorique du retournement et plus précisément les manœuvres déployées pour « avoir l'air de vouloir être égalitaires » donnent l'impression que les masculinistes veulent sincèrement « collaborer » avec les féministes, alors que, dans les faits, ce n'est pas ça qui se passe » (Camille). Selon Joséphine, ils semblent plutôt faire usage de procédés rhétoriques pour obtenir du financement public.

¹³ À Cœur d'Hommes, Le cycle de la violence, consulté le 5 avril 2025, <https://youtu.be/-RV7q80ysAo?si=clZKNh4FW4eLqcL3&t=104>.

¹⁴ Par exemple, voir la campagne 2021-2022: « Un parent co parent, c'est toujours gagnant », consulté le 21 avril 2025, <https://www.rvpaternite.org/coparents/>.

La tactique de diffusion

Comme tout mouvements sociaux ou contremouvements, les antiféministes vont s'employer à diffuser leurs idées, essentiellement dans le but de convaincre la population d'adhérer à leur cause. Pour ce faire, des intervenants vont produire des films, des rapports, ou offrir de la formation. Des participantes vont toutefois contester la validité des données de certaines enquêtes produites par des groupes de soutien aux hommes ou l'absence de certification éthique. C'est le cas de Camille qui a assisté à une de ces formations [...]. Et à chaque fois que je [demandais] ces chiffres-là, c'est basé sur quoi? [...] Parce qu'on n'avait pas de référence. Elle me disait ouais, mais ça, c'est en partie la recherche en partie ce que moi j'en ai tiré comme conclusion. C'était souvent ça la réponse. Puis, personne ne remettait ça en question.

Ces lacunes interpellent les féministes qui vont parfois devoir interpellé à leur tour des décideurs ou les instances qui se sont engagés à recevoir une formation tirée des enquêtes posant problème, à la manière de Joséphine qui est « allée avec d'autres groupes membres [...] rencontrer deux personnes de CISSS » pour leur exposer leurs points de vue. Dans certains cas, la tactique de diffusion consiste à rédiger des lettres ouvertes qui critiquent l'analyse féministe des violences conjugales et propose une lecture symétrique de celles-ci, comme nous l'explique Joséphine qui a vu sa demande de collaboration avec une organisation complètement ignorée. Ladite organisation a préféré publier, quelques jours plus tard, une lettre dénonçant les mandats des organismes féministes.

La mise à l'écart

Les masculinistes manœuvrent également pour isoler des organisations féministes et les mettre à l'écart, notamment lors de la création de nouveaux services d'aide ou de l'élaboration de campagnes de sensibilisation par une table de concertation. Comme l'indique Sonia « on n'est pas invité à

l'élaboration de campagnes de sensibilisation pour des enfants victimes de violences conjugales. Faut s'inviter soi-même, faut se présenter sur des projets. » C'est particulièrement le cas des centres de femmes dont l'expertise en violence conjugale peine à être reconnue. En guise d'illustration, Camille et Daphnée discutent toutes deux de l'opacité d'un comité de travail visant à développer un protocole d'intervention, mis sur pied par une Table de concertation. Même si Daphnée siégeait au comité de gestion, impossible de savoir ce qui s'y passait, mais au sortir de la pandémie, tout était ficelé sans que les féministes qui siègent à la Table puissent dire quoi que ce soit. Or, « normalement, quand un projet [est soumis], ça revient à la grande Table, les membres de la Table sont supposés pouvoir se prononcer et poser des questions », précise Daphnée. « Mais c'était hors de question. On ne pouvait rien faire et [on] s'est même fait accuser d'avoir voulu faire de l'ingérence dans le projet, qu'on a voulu s'immiscer à tout prix ». Le récit de Camille est semblable, ailleurs en Montérégie, et les conséquences sont les mêmes : des groupes masculinistes orientent les protocoles mis en place sur l'ensemble du territoire, sans que les expertises féministes n'y soient intégrées.

La répression

Cette dernière tactique discutée par les féministes rencontrées inclut des attaques visant à détruire la réputation de féministes, notamment dans les milieux de travail mixte (PtitBout). Selon Laurie, entretenir le stéréotype voulant que les féministes soient des « chialeuses », fait partie de leurs « stratégies ». Beaucoup moins discutée que la tactique rhétorique, la répression s'exerce aussi de manière anonyme, surtout dans le cas de « menace de mort » (PtitBout), comme celle reçue par un centre de femmes de la part d'un « gars qui disait qu'il s'en [viendrait] sur place avec un gun ! » (Georgette).

En conclusion, les féministes rencontrées sont plus d'une à établir des parallèles entre les agissements des antiféministes et les **tactiques des hommes violents**. Les propos de Daphnée sont particulièrement éclairants: j'ai le sentiment que l'antiféminisme est complètement dans une relation de violence conjugale avec la société. On va te faire croire que tu ne penses pas de la bonne façon, on te remet en question, on juge que ce n'est pas pertinent. On juge que t'as pas toute l'information. Puis, on finit par essayer de te faire croire que c'est toi, c'est toi qui est folle.

Marie-Noël estime quant à elle que les antiféministes s'en prennent aux féministes pour mieux prendre le « contrôle des femmes ». Les deux participantes rappellent indirectement l'hypothèse de L'R des centres de femmes voulant que les antiféministes maintiennent les féministes dans un cycle de violence qui ressemble à s'y méprendre au cycle de la violence conjugale. En reprenant l'hypothèse de L'R des centres de femmes dans le cadre d'une

enquête sur les attaques antiféministes, j'ai identifié à mon tour un **cycle de la violence antiféministe** semblable au cycle de la violence conjugale (Blais, 2012). En effet, des féministes rendent compte de la **tension** dans laquelle les entraînent des antiféministes en faisant notamment attention à ce qu'elles disent pour éviter de subir des **agressions**, qui sont, quant à elles, parfois directes et d'autres fois indirectes. Au moment de la troisième phase, dite de **justification**, l'agresseur s'emploie à se déresponsabiliser, reportant parfois la faute sur la victime. Des féministes se sentent ainsi responsables des attaques antiféministes, comme si elles avaient collectivement « provoqué » ces agressions. Enfin, la phase de **rémission** prend la forme de diverses manœuvres visant à camoufler son adhésion à l'antiféminisme - incluant les procédés rhétoriques vus précédemment - et qui, dans l'ensemble, laisse à penser que ces antiféministes travaillent main dans la main avec les féministes (ce serait à ce moment qu'ils « marchent sur des œufs », pour reprendre leur expression).



LES IMPACTS

LES IMPACTS EXTERNES

Une perte d'adhésion au féminisme (et une adhésion au discours de la crise de la masculinité)

Madeleine s'inquiète particulièrement de « la montée de la droite, présentement et le retour des valeurs traditionalistes. J'ai l'impression qu'on n'a pas fini de travailler là. Vraiment pas ça. Je trouve ça inquiétant, même avec le mouvement des *tradwives*¹⁵ aux États-Unis. » Autrement dit, cette forte présence du conservatisme fait partie des facteurs contextuels qui amènent les participantes à craindre une perte d'assentiment de la population au projet féministe d'égalité. À ce propos, Sonia observe une adhésion aux idées conservatrices chez les adolescent-es, notamment avec leur utilisation du « mot "woke", c'est vraiment rendu comme une insulte » combinée aux « propos racistes, puis homophobes ». L'individualisme est aussi décrié par Marie-Claude, puisqu'il « vient éclipser les rapports de genre » au profit des injonctions visant à « trouve[r] des solutions pour t'améliorer toi-même [...] [comme] la croissance personnelle et ces affaires-là. »

Madeleine croit que le nombre important de féminicides conjugaux couverts par les médias produit un effet pervers sur le féminisme. Dans ce contexte, les féministes doivent « réinventer les façons de dire

Autant il est hasardeux d'établir un lien strict entre une tactique et un impact, autant il faut tenir compte des facteurs contextuels qui favorisent les manœuvres des antiféministes. Autrement dit, la tactique rhétorique, par exemple, peut occasionner des effets sur les liens des féministes avec leurs partenaires et des conséquences émotionnelles entourant l'épuisement de devoir toujours répéter les mêmes arguments. Quant aux facteurs contextuels, on peut penser aux coupures de financement des organismes communautaires qui réduisent les ressources des organisations féministes, alors que des groupes antiféministes se font financer à même les budgets en condition féminine.

Pour mieux tenir compte de ces facteurs qui avantage les antiféministes, j'ai fait le choix de séparer les impacts relevant d'interactions avec des acteur-ices et partenaires externes au mouvement féministe (comme l'État), des impacts internes au mouvement. Sur le plan des **impacts externes**, il sera question de la perte d'adhésion aux discours féministes en général, des conséquences sur le financement, de l'effritement des liens avec des alliées, de l'exclusion et des bris de service ou du manque d'accès à des services non mixtes.

Quant aux **impacts internes**, ils touchent au travail d'intervention. Ils sont d'ordre organisationnel, mais ils concernent aussi les alliances entre féministes. En plus des impacts discursifs, ils englobent des conséquences d'ordre psychologique et émotionnel, incluant la colère et la tristesse.

¹⁵ Le mouvement des tradwives, ou des épouses traditionnelles, fait la promotion du retour au rôle traditionnel des femmes, soit celui d'épouse, de mère et de ménagère.

pour essayer de sensibiliser », puisque « cela n’a plus autant d’impact qu’avant. [...] ça devient comme de l’habitude, au même titre que quelqu’un qui écoute beaucoup de films violents va se désensibiliser » à la violence, précise-t-elle. Le nombre important de féminicides est aussi, pour Bridget, un facteur contextuel qui donne de l’eau au moulin aux masculinistes, surtout au cours de « cette fameuse année où il y a eu beaucoup de féminicides. J’ai l’impression qu’à partir de ce moment-là, on a voulu prendre la défense des hommes [...] en disant ce n’est pas tous les hommes qui sont comme ça ».

En outre, ces facteurs sociaux et politiques encouragent les percées masculinistes dans les **médias**. À la recherche de nouveautés, des journalistes vont désormais s’intéresser à des « groupes d’hommes » qui proposent de soi-disant nouvelles solutions aux violences conjugales, et leur offrir une plus grande tribune médiatique lorsque survient un féminicide en contexte conjugal (Georgette).

Il n’y a pas que dans les médias que la perte d’adhésion au féminisme et son corollaire, soit une plus grande adhésion au discours masculiniste de la crise de la masculinité, est décrié par les féministes rencontrées. Les **écoles secondaires** ne semblent pas épargnées par ce phénomène. C’est ce que perçoit Laurie lorsqu’elle offre des formations auprès des jeunes du secondaire [et] on mentionne que l’organisme où je travaille offre des services d’aide directe qui sont réservés seulement aux femmes et aux personnes non binaires. Déjà à ce moment-là, je perds probablement la moitié de la classe pour le reste de la présentation. [...] [T]out de suite on sent les réactions, on sent que dans le fond on n’est plus neutre, on est anti-homme, on déteste les hommes, on ne veut pas leur venir en aide.

En plus d’avoir de la difficulté à les former sur le consentement, Laurie note une recrudescence de l’homophobie et de la lesbophobie, un constat

partagé par Sonia cité plus haut et par le GRIS-Montréal, qui en fait une démonstration statistique (Richard et al. 2025: 7). À partir d’un échantillon de 36 705 questionnaires complétés par des élèves du secondaire entre 2017-2018 et 2023-2024, l’enquête souligne notamment une « augmentation du sentiment de malaise face au scénario d’une éventuelle meilleure amie lesbienne, plus que doublant entre les années scolaires 2017–2018 et 2023–2024 (passant de 15,2 % à 33,8 %). » L’organisme note un déclin de la tolérance à la diversité de genre et sexuelle plus marqué chez les garçons que chez les filles.

De plus, le discours sur la symétrie de la violence est partagé par un bon nombre d’intervenantes de la **DPJ**, selon Georgette qui raconte à ce propos que « les intervenantes, c’est ce qu’elles ont appris par rapport à l’aliénation parentale, toutes les femmes font ça. Fait que tu peux plus dire [à la femme de la DPJ] que ton conjoint, il est violent, parce que toi, tu parles contre ton mari, tu dénigres le père. »

Cette adhésion au discours de la crise de la masculinité et à la thèse de la symétrie de la violence est même repérée chez les **femmes** qui fréquentent les organisations féministes et chez les **féministes**. L’étiolement des analyses féministes passe notamment par « des commentaires venant des travailleuses » selon Marie-Noël, qui se sent « obligé de les asseoir puis dire hey non, fais attention, regarde ce que tu dis ». Qui plus est, des féministes reprennent à leur compte les propos masculinistes voulant que les ressources pour hommes ne soient pas assez financées, sans se rendre compte que ce financement provient des mêmes fonds publics qui financent leur organisation.

Pour le dire simplement, le financement des groupes masculinistes signifie moins de financement pour les organisations féministes, même auprès d’agences subventionnaires en principe dédiées aux femmes.

Le financement

Les impacts du masculinisme sur le financement des organisations féministes sont tributaires d’un contexte de sous-financement de la mission des organismes communautaires qui ne date pas d’hier. Marie-Noël remarque à cet égard « [qu’] ils vont chercher le financement qui maintenant diminue. » Les **politiques de financement** ou les critères d’attribution des financements nuisent tout autant aux groupes féministes qui doivent se plier aux exigences des « financements par projet », liés à des appels à projets décidés par des instances politiques. Joséphine, raconte que son groupe se rabat sur ce type de financement pour assurer la pérennité de son organisation, bien que cela « ne veut pas nécessairement dire que c’est notre premier choix de sujets à traiter. On va chercher [ce] financement, puis on essaie, en dessous, de continuer notre financement à la mission ». Par ailleurs, afin d’être éligibles aux financements disponibles, certains types de projet nécessitent que les groupes féministes travaillent avec des organismes qui ne travaillent pas en condition féminine (ce qui réduit d’autant l’autonomie des féministes).

Sonia estime quant à elle que les politiques, notamment celle sur l’inclusion, que veut mettre en place le gouvernement du Québec, ne sont pas problématiques, loin de là. Ce qui pose problème, c’est, d’une part, la manière dont les groupes interprètent ce qu’est l’inclusion et, d’autre part, qu’ils parviennent à convaincre les décideurs que leur lecture de l’inclusion est plus juste que celle des féministes (comme discuté dans la tactique du retournement). Autrement dit, l’absence de normes ministérielles servant à encadrer les pratiques et politiques déployées dans certaines organisations en violence, comme le suggère le chapitre 9 « Ne pas ignorer les auteurs de violence » du rapport *Rebâtir la confiance* (Corté et al., 2021), fait partie des facteurs permettant notamment à des groupes masculinistes de prétendre être inclusifs, sans qu’il ne soit possible de vérifier s’ils le sont ou de quelle manière leurs pratiques le sont. Laurie renchérit :

on n’est pas imputables de propager la bonne ou la pas bonne information. On y va à notre sauce, [...] en mettant l’emphase sur des gestes au lieu de la dynamique [de violence], même si la définition nous dit le contraire. Faque le système est fait pour laisser la place, donner un terrain de jeu aux personnes qui ne suivent pas la définition de la violence conjugale.

La pandémie de la COVID-19 a été une période propice à l’improvisation pour obtenir ces fonds publics, selon Sonia puisque le gouvernement a mis en place de **nouveaux services** pour tenter de contrer les féminicides en contexte conjugal. Sonia précise que des groupes s’improvisaient soudainement spécialistes de la violence conjugale et postséparation, mais « tout le monde s’en occupe n’importe comment. [...] [c]’est comme s’ils avaient oublié que nous, on s’en occupait depuis, genre 45 ans. Puis là, ils partent tous [en se disant] OK, il faut s’en occuper, mais ils n’écoutent pas, ils ne regardent pas ce qui a été fait avant ». Autrement dit, il se crée « des ressources pour les hommes, souvent aux dépens des ressources pour les femmes. » (Bridget), d’autant plus que « c’est plus populaire maintenant de financer, de soutenir les hommes pour sauver le monde », estime Joséphine.

Ces éléments entourant le financement des groupes qui œuvrent contre les violences accentuent aussi les impacts du masculinisme sur le mouvement féministe. À ce propos, elles sont plus d’une à dire que le mouvement féministe ne bénéficie pas d’un financement suffisant, puisqu’il doit se **partager le montant avec des groupes masculinistes**.

En guise d’illustration, Bridget discute des tables de concertation, où il y a des budgets qui sont alloués pour des projets. Avant qu’on parle de services aux hommes, les organismes pour les femmes pouvaient demander presque la totalité des budgets. Maintenant, c’est le même budget qu’on doit se séparer [...], qu’on se sépare à parts égales pour une problématique qui n’est pas séparée à parts égales, quant à moi.

À la lumière des propos recensés, il semble parfois être question de **dilution de fonds** autrefois alloués à des groupes féministes : le secrétariat [à la] condition féminine finance des projets, des groupes d’hommes [...]. Le problème c’est pas tant qui a le financement, c’est comment ils vont l’utiliser avec quelle philosophie. Pendant ce temps-là, il y a des groupes de femmes qui ont déposé des projets et qui n’ont pas eu d’argent pour faire les projets dans une optique féministe (Justine).

Sans pouvoir dire quelles sont les organisations masculinistes parmi tous les groupes venant en aide aux hommes et financés par le MSSS, on constate toutefois que les groupes féministes obtiennent moins de financement. C’est notamment le cas lorsqu’il est question de financer les initiatives en santé. L’enveloppe du **Plan d’action en santé et bien-être des femmes (PASBEF)** de 2020-2024 était

de 21,15 millions \$, tandis que celle du **Plan d’action en santé et bien-être des hommes (PAS-BEH)** de 2017-2022 était de 31 millions \$. À noter que le premier n’a toujours pas été renouvelé en date d’aujourd’hui (avril 2025), bien que ce ne soit pas le cas du second.

Nous avons tenté de faire une recension des montants alloués aux différents organismes afin de confirmer la perception des participantes. Cette démarche ne fut pas de tout repos considérant que les sources et les montants des financements octroyés ne sont pas toujours disponibles. Il en va de même pour les états financiers qui ne sont pas tous rendus publics (et nous n’avons pas pris soin de faire des demandes d’accès à l’information). Toujours est-il que nous avons produit un portrait sommaire des disparités qui, à la lumière des propos des participantes semble n’être que la pointe de l’iceberg.



Regroupements pour hommes	employé-es	#membres	Source de financement	Montant	Financement moyen membres
À cœur d’hommes	5	31	PSOC 23-24	506 562\$	16 340\$
Réseau des maisons Oxygène	6	17	PSOC 23-24	220 812\$	8 463,79\$ ¹⁶
			PASBEH 23-28	5 000 000\$	263 157,90\$ ¹⁷
			Croix-Rouge Canadienne	72 899 \$	4 288,18\$
			Ministère de la Famille via le RVP	100 000\$	5 882,35\$
			Fondation Lucie et André Chagnon Pluriannuel	341 500\$	20 088,24\$
Regroupement provincial en santé et bien-être des hommes	3	101	PSOC 23-24	160 756\$	1 591,65\$
Réseau Hommes Québec	3	33 ¹⁸	PSOC 23-24	250 554\$	7 592,55\$
			PASBEH	25 000\$	757,58\$
Entraide pour hommes (organisme régional)	13	SO ¹⁹	PSOC 23-24	1 535 290\$	SO
			Secrétariat à la condition féminine ²⁰	719 000\$	SO
			Ministère de la Justice	100 000\$ ²¹	SO
Plan d’action en santé et bien-être des hommes (PASBEH) 2017-2022	SO	SO	Ministère Santé et Services sociaux	31 000 000\$	SO

Regroupements pour femmes	employé-es	#membres	Source de financement	Montant	Financement moyen membres
Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale	14	38	PSOC 23-24	151 413\$	3 985,55\$
L'R des centres de femmes du Québec	3	72	PSOC 23-24	266 244\$	3 697,83\$
Regroupement québécois des centres d'aides et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS)	7	21	PSOC 23-24	408 406\$	19 447,90\$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	14	48	PSOC 23-24	245 043\$	5 105,06\$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	10	39	PSOC 23-24	160 812\$	4 645,90\$
Plan d'action en santé et bien-être des femmes (PASBEF) 2020-2024	SO	SO	Ministère Santé et Services sociaux	21 150 000\$	SO

En outre, les impacts sur les financements entraînent à leur tour des conséquences sur les mandats des organisations féministes, comme nous le verrons plus loin. Je me limiterai ici à citer Nour et Joséphine. La première se désole de devoir parfois « sortir un petit peu de la mission pour répondre à ce que demande le gouvernement » qu’il lui faille « faire des concessions ». La deuxième rend compte d’une menace de restreindre le financement de son groupe si ce dernier dénonçait le manque d’encadrement de la DPJ auprès des enfants victimes de violence conjugale, considérant l’adhésion des intervenantes à la théorie de l’aliénation parentale. En définitive, son organisation a décidé de ne pas aller de l’avant, pour éviter de subir ces coupes.

Effritement des liens avec des alliés et mise à l’écart

Les secteurs de la Montérégie où la présence d’acteurs antiféministes est plus ancienne semblent être particulièrement vulnérables aux impacts des tactiques masculinistes sur les relations que les groupes féministes ont tissées avec des partenaires engagés dans la cause qu’elles défendent. Laurie parle ainsi d’une « contamination » plus grande dans certains milieux, tout comme Justine qui croit qu’à certains endroits, des leaders masculinistes ont « réussi à semer une graine plus forte, plus vite ». À l’inverse, poursuit-elle, dans d’autres secteurs, des groupes

pour hommes en difficulté ont résisté plus longtemps à l’influence masculiniste, « parce qu’ils sont restés avec une vision plus féministe plus longtemps », selon elle. Autrement dit, ils ont conservé plus longtemps l’approche de responsabilisation, plutôt qu’une approche de victimisation à leur égard, ou qui responsabilise les femmes victimes de ce qu’elle subit.

Cela dit, les féministes de l’ensemble du territoire subissent aujourd’hui les contrecoups des tactiques masculinistes dans leurs instances de concertation, notamment la tactique rhétorique et celle de la mise à l’écart. La rhétorique du retournement, et plus précisément la récupération des analyses féministes par les masculinistes, semble particulièrement présente dans ces divers lieux de concertations, selon les participantes. Faisant face à ces tactiques, elles partagent l’impression que les partenaires n’ont plus « cette confiance » (Kate) à l’endroit des féministes. Dans l’ensemble, elles se désolent « d’avoir perdu des alliés » (Sonia) qui adhéraient à la définition féministe des violences voulant qu’il s’agisse d’une prise de pouvoir. Cette même définition, encore utilisée par certaines instances gouvernementales, ne fait toutefois plus consensus au sein même du gouvernement. Ashira croit qu’un « glissement » s’est opéré au sein « des tables violences » depuis environ sept (7) ans. Dès lors, des tables adhèrent à la théorie de la symétrie de la violence et tiennent «un discours moins engageant. Il faut vraiment

¹⁶ **Un montant récurrent de 60 000\$ a été ajouté en 2023 au financement PSOC. Source : Rapport annuel 23-24, p. 35**, consultée le 23 avril 2025.

¹⁷ Tiré de la fiche technique de soutien financier, publiée le 18 mai 2023, https://www.msss.gouv.qc.ca/inc/documents/ministere/salle-de-presse/fiche-technique-maison-oxygene_2023-05-18.pdf, consulté le 23 avril 2025.

¹⁸ Il s’agit du nombre de partenaires, la structure du réseau étant différente des structures conventionnelles.

¹⁹ La structure de l’organisme étant différente, il ne semble pas avoir de membres, mais plutôt des partenaires. Nos recherches ne nous permettent pas de conclure que le financement obtenu est distribué au sein des membres.

²⁰ Financement issu de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle et conjugale, <https://www.lecourrierdusud.ca/plus-de-1-m-a-la-traverse-et-a-entraide-pour-hommes/>, consulté le 20 avril 2025.

²¹ Issu du communiqué du Ministre de la Justice, publié le 24 avril 2023, <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/une-somme-de-100-000-octroyee-a-entraide-pour-hommes-886294126.html>, consulté le 22 avril 2025

ramener constamment le fait que majoritairement, ce sont les femmes et les enfants qui sont victimes », confie Daphnée. Elle renchérit en analysant la définition que des groupes masculinistes proposent d’adopter en retour. Le nœud se situe selon elle dans la responsabilisation des victimes de violence. Or :

la victime n’est jamais responsable de la violence. Tandis que si on regarde la plate-forme d’aide pour les hommes, que tu sois victime ou que tu sois un agresseur, tu es responsable de ce que tu as vécu. Juste ça, ça ne fait aucun sens. [...] Est-ce que c’est dans l’optique d’aider vraiment des hommes ou c’est une façon camouflée de rejoindre la même clientèle, mais avec deux perspectives différentes, sachant que certains hommes ne se voient pas comme des agresseurs. On ne le sait pas, mais c’est ambigu. Et c’est difficile pour ceux avec qui on travaille justement, des partenaires, de comprendre la nuance entre victimes et agresseurs, parce que de l’autre côté, c’est le même traitement. C’est la même sorte d’intervention qui est faite avec les deux.

En d’autres mots, ces groupes vont semer un doute quant à la validité de la définition féministe des violences, en offrant une relecture du phénomène et en introduisant de nouveaux termes comme « violence bidirectionnelle » ou « violence mutuelle ». Cela semble traduire une adhésion plus large à la théorie de la symétrisation de la violence. C’est notamment le cas de la recherche *Outil de détection, d’analyse et de référence de la violence conjugale à l’intention des victimes masculines* (Drouin, Trépanier, 2018).

Dans certains cas, ce n’est pas uniquement la conception divergente des violences qui est en jeu, mais des outils de sensibilisation produits par des groupes féministes que des tables refusent de diffuser (Georgette). Le **refus de s’associer au féminisme** s’exprime également lors de campagnes de levée de fonds visant à soutenir les organismes communautaires (Laurie).

Certaines **tables ont même changé de nom**²². Les masculinistes seraient parvenus à **diluer les violences** dans une seule et même grande catégorie de crimes, qui inclut le vol et les entrées par infraction (Georgette). Perdant de vue la spécificité de la violence conjugale, on ne parle plus de violences faites aux femmes, mais de violences « contre les personnes » (Charlotte).

En outre, les masculinistes semblent avoir réussi à dominer la situation de telle sorte que les partenaires qui sont demeurés allié-es ne se sentent **pas à l’aise de prendre la défense des féministes** lorsqu’elles interviennent ou de se prononcer contre les analyses proposées par des masculinistes. Autrement dit : « elles ne sont pas hyper nombreuses les alliées qui sont à l’aise de parler haut et fort quand il y a un grand groupe pour hommes » (Gabrielle).

Exclusion

La perte d’allié-es va de pair avec l’exclusion des féministes de **certaines instances** au prétexte que leurs organisations travaillent uniquement auprès des femmes (Laurie). Camille s’en inquiète, surtout pour les femmes dont la sécurité est compromise. Elle se demande si les victimes seront contactées en cas d’urgence, considérant que les groupes féministes ne sont pas présents pour s’en assurer. À de rares occasions, des organisations féministes vont **préférer se retirer elles-mêmes** de tables de concertation, plutôt que d’avoir à négocier avec des masculinistes (Georgette et Charlotte). Certaines posent des **conditions de retour**, comme celles qui ont accepté d’y retourner seulement si les partenaires présents adhéraient de nouveau à la définition féministe des violences. Leur demande a été exaucée.

²² Voir à cet effet, « Le changement de nom des tables de concertation régionales contre les violences faites aux femmes ou l’art de symétriser la violence conjugale » de la TCGFM. https://tcgfm.qc.ca/wp-content/uploads/2025/04/Analyse_Changementdenomdestablesenviolences_Publique.pdf

Enfin, des masculinistes manœuvrent pour exclure des féministes des séances de **formation sur les violences** dispensées auprès de diverses communautés. C’est le cas de Kate, qui trouvait particulièrement important de former des premiers répondants pour faire un contrepoids à la théorie de la symétrie de la violence, et pour les informer de l’existence de sa ressource. Non seulement c’était « très choquant de voir qu’on n’était pas invitées comme présentatrice de notre expertise sur la violence conjugale, mais deux ressources pour hommes victimes/auteurs de violence l’étaient et animaient une grande partie de cette formation. » Le groupe de Kate s’est même vu refuser une dizaine de participations en très peu de temps.

Bris de service ou manque d’accès à des services

Les participantes estiment que la présence d’antiféministes sur le territoire affecte également les services pour les femmes en général, féministes ou non. Ce constat est d’autant plus vrai dans le milieu de l’itinérance où « on se retrouve avec un organisme mixte qui ne répond pas aux besoins [des femmes, ce qui produit] une espèce de vide », dit MM. Le vide dont elle parle concerne l’absence d’espace d’hébergement séparé pour les femmes (Charlotte), ou l’absence de lieux où seules des femmes interviennent auprès de femmes. Par effet domino, des participantes qui accueillent des femmes sans domicile fixe dans leur organisme ne savent plus où les référer. Pis encore, ce bris de service peut porter atteinte à la sécurité des femmes, surtout celles qui ont subi la violence d’un résident de l’organisme mixte, ou qui pourraient être amenées à croiser leurs agresseurs (Gabrielle). Face à l’absence d’espaces sécuritaires pour ces femmes, certaines d’entre elles préfèrent même dormir dans leur voiture.

LES IMPACTS INTERNES

Les conséquences sur l’intervention féministe

Comme mentionné précédemment, des femmes qui participent aux activités des organisations féministes reprennent à leur compte des arguments antiféministes. Leur présence oblige donc les intervenantes à devoir **déconstruire ces arguments et à développer un nouvel argumentaire** à la manière de Madeleine et de Marie-Claude. Cette dernière nous explique qu’elle invite les femmes à se centrer sur « les faits, les impacts sur les femmes » en demandant “[p]ourquoi on est amené à prendre la défense des hommes quand il n’est pas question d’eux” ». Évidemment, les femmes qui fréquentent les groupes féministes ne s’identifient pas nécessairement au mouvement social du même nom. Elles n’ont pas non plus « le même vécu, la même socialisation, la même perception », comme nous le rappelle Sonia.

Il n’en demeure pas moins que les féministes qui travaillent auprès des femmes victimes de violence conjugale doivent redoubler d’ardeur pour **contrer le discours de symétrisation** de la violence et, par conséquent, insister sur le fait que ces femmes ne sont pas co-responsables de la violence subie. Charlotte explique devoir répondre à « des femmes qui croient que c’est de leur faute et que le chum a raison de péter une coche puisqu’elles sont violentes. » Bridget abonde dans le même sens en discutant de femmes qui ont réagi à la violence et qui « se sont fait dire [qu’]elles étaient aussi violentes ». En générale, poursuit-elle, « beaucoup de femmes arrivent ici en disant bien tu sais c’est moi le problème, c’est moi qui suis violente. Donc, notre travail, c’est vraiment d’aller démystifier tout ça puis d’aller décortiquer », conclut-elle.

Ce type d'intervention est particulièrement nécessaire lorsque le conjoint des victimes auprès desquelles les participantes interviennent est passé « par des groupes pour hommes violents » (Charlotte). Georgette donne l'exemple d'un conjoint qui « recommence [à fréquenter] les groupes d'entraide pour hommes [à la suite de quoi la conjointe] se demande si ce n'est pas un peu de sa faute [à elle]. Est-ce moi qui le nargue, qui insiste ? Suis-je contrôlante ou violente ? » Autant de questions que les victimes ne devraient pas se poser. Charlotte donne, elle aussi, l'exemple d'un homme qui « justifie sa violence en expliquant [à sa victime] pourquoi il a été violent, afin qu'elle le comprenne, qu'elle ait de la compassion pour lui, pour que ça puisse l'apaiser. »

Les conséquences du masculinisme sur l'intervention féministe s'arriment ainsi aux conséquences du masculinisme sur les femmes victimes de violence conjugale. Il convient de **s'inquiéter des prochains féminicides** dans la région, puisque les femmes qui s'estiment responsables ou co-responsables sont susceptibles de rester avec leurs agresseurs. À la suite de Laurie, c'est à se demander « si les ressources pour les hommes avec des comportements violents finissent par encourager ce comportement-là parce qu'ils les traitent en victimes. Ce sont des personnes qui vont sortir de ces programmes-là, puis qui vont recommencer après », prédit-elle. Les chercheur-es Isabelle Côté, Catherine Gendron et Simon Lapierre (2024: 26) corroborent l'impression de Laurie, grâce à leur enquête exploratoire menée auprès de conjointes et d'ex-conjointes d'auteurs de violence qui fréquentent des organismes d'aide aux hommes. Parmi les neuf (9) femmes ayant participé à leur enquête, la plupart témoignent « d'une aggravation des comportements violents et d'une intensification du contrôle chez [...] ces hommes à la suite de leur démarche ».

Pour protéger les femmes et les enfants victimes de la violence de leur père, des participantes doivent aussi rester vigilantes face à ce qui se passe au tribunal. Des féministes ont ainsi dû ajuster leur manière d'intervenir lorsqu'elles **accompagnent des**

femmes au tribunal, non plus en assurant un simple « soutien moral », mais en restant aux aguets (Bridget). En raison des percées du discours masculiniste auprès de la magistrature (Blais, 2018), Bridget raconte être « aussi là pour porter un message très clair et être en défense de droit. Tu sais, je pense que, au début de ma pratique, c'était déjà plus léger. [...] Puis maintenant on y va, prête à tout », conclut-elle. Par exemple, elles doivent être prêtes à soutenir des mères qui dénoncent la violence conjugale, mais que l'on suspecte d'aliénation parentale et de causer du tort au père. C'est le cas de femmes qui quittent le domicile avec leurs enfants pour se protéger de la violence de leur conjoint et du père de leurs enfants qui, pour sa part, ne peut pas voir ses enfants pour des questions de sécurité qui vont de soi. Peu importe les risques, « ce n'est pas bon devant un juge ! Il faut trouver une manière pour que monsieur parle un petit peu à ses enfants, parce que ça peut jouer contre madame », ajoute MM. En revanche, l'obligation de contact avec le père crée les conditions idéales pour que « la violence continue même après la séparation », se désole Nour. En somme, les impacts du masculinisme sur les femmes victimes de violence mobilisent bon nombre de participantes, qui tentent notamment d'éviter qu'elles ne perdent « leur droit de garde sur les enfants » (Camille).

Les impacts organisationnels

Les impacts organisationnels touchent aux mandats des organisations, des visées stratégiques des féministes et à la nécessité de se protéger.

En plus des critères de financement où les organisations sont forcées de « rayer[r] la défense des droits des femmes » (Joséphine), les participantes identifient des changements qu'elles ont dû opérer dans leurs **mandats**. Face au discours voulant que les femmes soient aussi violentes que les hommes en contexte de conjugalité hétérosexuelle, des féministes s'engagent à intervenir auprès de **femmes qui adoptent des comportements violents**. Elles souhaitent de la sorte intervenir adéquate-

ment auprès des femmes victimes de violence conjugale qui ont réagi à la violence de leurs conjoints (parfois appelé « violence réactionnelle »), plutôt que de les voir faire affaire avec des masculinistes qui considèrent que leur « violence » est de même nature que celle de leur conjoint. Georgette parle plus en détail de ce choix: partout au Québec [on entend que] les femmes sont aussi violentes que les hommes, fait que là, les groupes d'hommes se sont mis à offrir des services mixtes. Les groupes de femmes, on s'est dit « bien non, on peut pas envoyer une femme participer à un atelier avec une gang d'hommes qui ont des comportements violents. » Parce que selon la recherche, oui, il y a des femmes qui utilisent la violence comme moyen, mais ce sont des femmes qui vivent elles-mêmes de la violence, et elles sont en réaction.

Georgette aimerait bien que les organismes pour hommes aident les femmes qui adoptent réellement des comportements violents, celles qui exercent du contrôle, celles qui « [n']ont pas d'habileté sociale, elles se fâchent, elles crient, elles lancent des affaires ». Or, elle doute que ce soient ces femmes qui se retrouvent dans les organismes pour hommes qui aident aussi les femmes violentes. Elle croit plutôt que ce sont des femmes victimes de violence à qui l'on a dit qu'elles sont co-responsables de la violence conjugale qui s'y trouvent, parce qu'on leur laisse croire qu'elles sont aussi violentes que leurs conjoints.

Un changement s'est également opéré sur le plan de la non-mixité, puisque les critères de financement exigent, dans certains cas, de **travailler avec les hommes**. Camille parle d'une pression institutionnelle et financière sur les milieux féministes pour travailler avec ou auprès des hommes : je trouve que cet espèce de gros fantôme qui pèse sur nous maintenant [prétend ceci:] on s'est occupé des femmes. Il y en a qui le disent carrément, mais c'est comme l'éléphant dans la pièce. « Là les femmes, il faut que vous pensiez à vous occuper des hommes, on s'en n'est pas assez occupé. »

Comme le souligne Charlotte, si « tu parles de mixte, tu as plus d'argent. Si tu parles juste de femmes, tu n'as pas assez d'argent, c'est moins reconnu ». Dans ce contexte, le groupe de Sonia a même « ajouté une case "homme victime" dans le protocole [en matière de violence conjugale], avec une procédure de référencement auprès d'organismes qui travaillent auprès des hommes victimes et en difficulté. »

Ces impacts sur les mandats des organisations entraînent à leur tour des conséquences sur les **visées stratégiques des féministes**. La dénonciation des antiféministes varie aussi selon les forces en présence (MM). Autrement dit, Justine choisit ses « stratégies [en fonction de qui] est en face de moi et de qui est dans la pièce. J'ai tu des alliés, j'ai tu pas d'alliés. Mes alliés vont tu me suivre ou pas? » Cela dit, répondre aux antiféministes « demande un peu plus de préparation, de lecture, quand on fait référence à plein d'études. Si tu veux être bien outillée, il faut que tu sois informée. Fait que du temps pour s'informer, [exige une] adaptation du temps de travail », ajoute Sonia. Dans la foulée, des participantes parlent d'une **charge mentale** que leur imposent les antiféministes, qui serait aussi « une façon de les dominer, parce que pendant ce temps-là, elles ne font pas autre chose », croit Laurie. En d'autres termes, les femmes qui jonglent avec cette charge cognitive « ne peuvent pas décider de se partir une compagnie, de faire de la recherche, de faire quelque chose d'intellectuel ou de sportif », puisqu'elles n'ont pas le temps. « Je trouve que ça revient au même avec l'antiféminisme », poursuit Laurie, avant de conclure en disant : « pendant qu'on doit adresser ça, on ne fait pas autre chose. »

Sonia raconte que la pression que ressentent les féministes de devoir travailler avec les hommes l'a amenée à « accepter de faire des projets en collaboration » avec des groupes masculinistes, puisque pour elle « c'est important de rester présentes [et d'amener] un contre discours parce que si on laisse

toute la place, ils vont la prendre. Ils la prennent, même quand t'es là, ils prennent plus de place. Facque imagine quand t'es pas là ». Par contre, ce **repli défensif** déplaît à Joséphine, qui se sent « comme la police du féminisme ». À force de devoir constamment se préoccuper des antiféministes, Justine se désole de ne pas pouvoir s'occuper « de la condition féminine », d'autant plus qu'elle recule selon elle.

Les contenus des **activités d'éducation populaire** se sont aussi transformés face à la présence d'antiféministes sur le territoire. Plutôt que d'aborder le thème du féminisme, comme elles le faisaient avant, des féministes ont décidé de traiter de l'antiféminisme dans leur atelier depuis quatre ou cinq ans dans le but de déconstruire leur discours (Georgette, R11). Dans la foulée, elles sont plusieurs à se désoler du temps qu'elles doivent investir pour **déconstruire les discours masculinistes** et **se protéger**, plutôt que de se concentrer uniquement sur leur mandat. Ashira dit à ce sujet que l'antiféminisme « prend beaucoup de temps dans la rencontre [d'équipe] ». Elles doivent aussi mobiliser du temps pour sensibiliser des partenaires à la présence d'antiféministes qui passent incognito et obtiennent plus facilement du financement public. Par exemple, Madeleine est « allée expliquer à la personne du CIUSSS qu'elle vient de se faire entourlouper par le beau discours antiféministe. » En définitive, [ç]a nous ajoute un dossier sur le top de la pile déjà bien remplie [...]. Pour se faire un plan de match, il faut analyser telle affaire. Avant de proposer ça, [on y pense car] on risque d'avoir [un] backlash. On se pose cette question-là tout le temps. Quand on publie sur les réseaux sociaux la fille aux coms chez nous, elle se demande OK, c'est quoi les risques de backlash antiféministe ? On ne se posait pas ces questions-là avant (Justine).

En écho au repli défensif discuté plus haut, les féministes rencontrées doivent trouver différents moyens de se protéger contre le backlash dont parle Justine. Même si les antiféministes actifs en Montérégie se présentent le plus souvent sous un

jour respectable, elles ne négligent pas la menace que peuvent représenter certains antiféministes qui utilisent des violences parfois mortelles, comme celle du tueur de Polytechnique et des hommes actifs sur le web (Blais, 2024). C'est notamment cette crainte qui amène Kate à prévoir des **mesures de sécurité**. Pour se protéger, elles décident parfois de ne pas se présenter seules à une formation dispensée hors ligne (Joséphine).

Devoir assurer sa sécurité **limite** notamment la **diffusion des idées féministes**. En guise d'illustration, Madeleine restreint son utilisation des **médias sociaux** et l'équipe de Georgette a fait le choix de ne pas diffuser une vidéo qu'elle a produite. Daphnée explique à son tour comment les commentaires désobligeants sur Facebook ont conduit son organisme à limiter la diffusion d'informations aux femmes en général, et à leurs membres en particulier. En outre: avec tous les changements que Facebook fait [...], ça fait en sorte qu'on ne peut plus prévoir des publications à long terme ou demain à telle heure, parce qu'on ne peut pas désactiver à l'avance les commentaires. [...] On limite l'information qu'on peut diffuser aux femmes, que ce soit pour des services, des activités ou des choses sociopolitiques qui se passent qui seraient intéressantes parce qu'on ne veut pas recevoir ces commentaires-là. On ne veut pas que ça génère des débats qu'on ne pourrait pas gérer (Daphnée).

En somme, elles sont nombreuses à discuter de leur crainte de prendre la parole publiquement, entre autres dans des assemblées puisque ce ne sont pas des « safe space » (Johanne). Par-delà les menaces à leur sécurité physique, elles préfèrent aussi se taire, plutôt que de subir les coûts de leur prise de parole sur leur emploi, voire « d'être virée du jour au lendemain » (Camille).

Bien qu'elles se sentent souvent dépassées par la déferlante antiféministe, elles apprécient, en revanche, la solidarité des autres groupes aux prises avec les mêmes problèmes. Grâce à la TCGFM, on entend les autres régions de la Montérégie, l'autre bout de la Montérégie, puis on se compare. Oh

mon Dieu, ils ont été obligés de se retirer de leur table violence ! [...] Est-ce qu'on change quelque chose à notre table violence ? Le sentiment de solidarité avec les autres groupes [est important], de vouloir soutenir puis, en même temps, d'avoir peur de perdre (Georgette).

Cette solidarité compte parmi les effets contraires à la stratégie de dommage du contremouvement, que j'aborderai plus loin.

La division entre féministes

À *contrario*, l'antiféminisme provoque « des conflits entre les groupes » (Georgette), le plus souvent entre celles qui ont « besoin de se sentir acceptées [...], qui ont peur d'être rejetées ou de nuire à la concertation, à l'organisme ou à leur image » et « le courant de pensée un peu plus combatif ou qui dénonce » (Ashira). C'est davantage la **remise en question de la non-mixité** qui est sujette à tension dans l'environnement de Laurie. Des féministes proposent de s'adjoindre des hommes afin que « le discours dans les ateliers passe mieux. » Non seulement l'embauche d'un homme met le contrat de travail de Laurie en danger, mais elle trouve inquiétant de devoir passer du temps à contester la plus grande valeur accordée à la prise de parole d'un homme au sein du mouvement féministe, y voyant une adhésion aux idées antiféministes. Justine confie pour sa part avoir perdu des alliées, sans pour autant les voir comme des adversaires. La division entre féministes a provoqué un **bris de solidarité**, à tout le moins une **perte de confiance** chez Justine qui regrette le moment où « on pouvait systématiquement s'appuyer les unes sur les autres, autant dans la petite région qu'en Montérégie [...]. Là, je ne pense pas que c'est si sécuritaire que ça tout le temps... »

Les impacts discursifs

Dans l'ensemble, ces impacts de l'antiféminisme vont dans le sens d'une **modération** dans le discours selon Madeline ou de la **dilution** de celui-ci (Charlotte). Ashira croit plus précisément que le mouvement féministe « a perdu cet esprit militant ». Cette conséquence de l'antiféminisme est largement vécue par les participantes, surtout par celles qui, comme Ashira, ne nuançaient pas leur discours avant que les antiféministes entrent en action sur le territoire, convaincues de la justesse de leur position. Camille ajoute qu'elle atténue « un peu son féminisme en fonction [des interlocuteurs]. Je le vois dans mon organisme, avec certains collègues ou avec des partenaires. Par exemple, si j'accompagne une femme déposer plainte [...] j'atténue mon féminisme, parce que sinon ça les braque [les policiers], j'ai l'impression qu'ils se sentent attaqués dans leur fonction. » Dans le cadre de formations, notamment dans les écoles, Bridget raconte qu'elle ne peut plus parler de féminisme comme avant, puisqu'elle fait face à des discours qu'elle juge « choquants ». Il lui faut être « accessible » et pour cela, elle réagit « de façon très *politically correct* », confie-t-elle en riant. Il en va de même pour Charlotte lorsqu'elle intervient auprès de victimes de violence conjugale. Elle déconstruit « délicatement, puis avec subtilité » leur perception de la violence, notamment pour éviter qu'elles ne tiennent des propos trop tranchants auprès de la DPJ, ce qui pourrait leur causer préjudice.



Pour mieux passer ses idées, Marie-Claude « va jouer la nouille sympathique », tandis que Gabrielle fait preuve de **compromis**, concédant certains arguments aux masculinistes. Joséphine donne plutôt une impression de compromis, notamment en choisissant des mots qui ne heurtent pas les antiféministes. Par contre, Ashira voit dans cette dilution du discours un avantage pour les antiféministes qui peuvent plus facilement obtenir l'adhésion de la population. Pour le dire avec ses mots : « **l'autre va avancer tant que toi tu ne seras pas capable de le freiner** ». Répondre aux antiféministes avec force ou trouver une manière de les empêcher d'avancer n'est toutefois pas de tout repos. Pour Charlotte, c'est à ce point « **énergivore** qu'à un moment donné, tu dis "moi je suis plus capable", ou tu nivelles vers le bas. »

Les conséquences psychologiques et émotionnelles

Ce dernier registre d'impacts touche à l'intimité des féministes et à leur affect. Comme le dit Laurie, « cette montée de l'antiféminisme a un impact sur moi. Je dois en prendre soin. » Son caractère subtil en vient à faire douter Justine de ses convictions, à la manière d'une femme victime de violence conjugale, renchérit Daphnée. Elles se sentent impuissantes (Justine), notamment lorsqu'elles prennent connaissance des financements octroyés à des groupes antiféministes, alors qu'elles voient leur financement diminuer ou leurs demandes de subventions se faire refuser (Marie-Noël). Certaines se sentent même seules devant l'adversité (Madeleine).

Les émotions les plus souvent nommées sont la colère, le découragement et la peur. À propos de la colère, elle peut survenir lorsqu'elles appréhendent le manque de protection des victimes de violence conjugale qu'occasionne notamment la théorie de la symétrie de la violence (Camille). Elle peut aussi

surgir lors d'un débat ou d'une confrontation avec un antiféministe (Charlotte). Des féministes doivent consacrer du temps à discuter des origines de la colère en rencontre d'équipe, ce qui fait dire à Georgette que l'antiféminisme exerce « une **influence psychologique** sur notre travail ». La colère s'apparente à de l'indignation chez Marie-Noël. Elle explique aussi que son indignation « a changé. Quand je suis arrivée, ça allait quand même assez bien. Mais ces gars-là n'étaient pas là encore ». En revanche, des participantes doivent **contenir cette colère**, « parce que ça donne des armes à la personne devant moi [parce que ça peut] se retourner contre moi. On peut me dire "c'est ça une féministe, une enragée" », prévient Gabrielle. Conséquemment, « on a l'impression de toujours **marcher sur des œufs** », justement parce qu'on « n'a pas, comme les hommes, le droit d'exprimer notre colère, parce qu'on va être vu comme des hystériques ou je ne sais pas quoi. C'est pourquoi, il faut garder le sourire et des fois, ça vient nous chercher à l'intérieur », se désole Nour.

Le **découragement** en habite plusieurs. Celles qui ont une longue feuille de route dans le mouvement féministe estiment que « c'est drainant » (Sonia) ou « fatigant » (Camille) de devoir toujours répéter les mêmes choses, de devoir constamment expliquer ce qu'est le féminisme et déconstruire les préjugés auprès de notre propre famille (Georgette). Bridget raconte que certaines féministes sont même aux prises avec de **l'épuisement professionnel**, sans compter celles qui travaillent dans des milieux mixtes et qui ont subi des agressions (PtitBout et Juliette). Pour éviter de ressentir cette fatigue, Camille choisit de se taire « et puis je les écoute débattre leur théorie. Ça me prend moins d'énergie, même si c'est frustrant », précise-t-elle. En se taisant, les féministes laissent toutefois la place aux antiféministes. Il n'en demeure pas moins qu'elles doivent choisir leurs batailles pour préserver leur santé mentale, « choisi[r] de lâcher prise », nous dit Justine.

La peur revient régulièrement dans les propos des participantes, comme Johanne qui a aussi « peur pour la prochaine génération ». La peur peut être de **grande intensité** et provoquer des symptômes somatiques comme le tremblement. Ashira raconte à ce sujet avoir « vu des filles trembl[er] lorsqu'elles parlaient de ce qui arrivait » dans un espace de concertation. Cette émotion les amène même à douter de leurs compétences pour affronter le problème de l'antiféminisme (Ashira). Parfois, la peur est de **moins grande intensité** et **perdure** un peu plus dans le temps. Georgette en a fait l'expérience. Elle parle de la crainte constante qui l'habite lorsqu'elle organise des événements publics, même des événements festifs. Force est de constater que cette peur n'est pas près de disparaître si les policiers ne prennent pas la menace au sérieux, et qu'elles doivent « appelle[r] trois fois pour qu'ils viennent. » (Georgette).

La peur est aussi présente lorsque vient le temps de modérer les commentaires des internautes sur les médias sociaux. Anne se souvient d'un homme qui demandait à son organisme d'entrer en contact avec lui. Cette invitation « a généré une certaine crainte, des peurs, des préoccupations », à un point tel « où maintenant [elle] sens tenue d'avoir une surveillance un peu plus accrue sur nos médias sociaux, parce qu'il suffit qu'une femme ait contacté [l'internaute problématique] en retour pour que ça génère d'autres situations, d'autres problématiques. » Préoccupée, cette charge émotive l'oblige même à travailler en dehors de ses heures de travail. Autrement dit, « les fins de semaine parfois [elle va] jeter un coup d'œil juste pour être certaine qu'il n'y a pas ce genre de commentaires qui se sont glissés sous des publications ».

L'expérience d'Anne nous rappelle que les impacts provoqués par les antiféministes qu'elles côtoient dans le cadre de leur travail ont également des **répercussions dans leur vie privée**, sans compter

qu'elles n'arrêtent pas d'avoir peur en verrouillant la porte de leur bureau. Charlotte dit à ce propos que la peur des hommes qui « rôdent autour » de son lieu de travail, « reste tout le temps dans la tête ». Laurie doit prendre le temps de prendre soin d'elle en dehors de ses heures de travail. L'empiètement de l'antiféminisme dans sa vie privée se manifeste, entre autres, « après un atelier de merde, je suis chez nous pendant une heure et demie à récupérer de cet atelier ».

La porosité entre l'espace public et l'espace privé apparaît aussi dans les propos de Kate qui confie avoir peur pour ses filles. Mais que serait un monde sans peur, se demande Madeleine ? « Qu'est-ce que ce serait notre monde si on se sentait complètement libre et sécurisée ? » Loin d'être envisageable dans l'immédiat, elle se permet toutefois de rêver à cet idéal en disant avec une touche d'humour que « c'est mon bout de licorne qui vient d'embarquer » (Madeleine).

À supposer qu'il y ait autant de femmes que d'hommes auteurs de violence, on peut ici se demander si les hommes qui travaillent dans des organismes pour hommes, et les hommes qui en sont bénéficiaires, ressentent une telle peur au travail et dans leur organisme, la peur d'être attaqué par des femmes ou des féministes, une peur qui les affecte au quotidien. Il est permis d'en douter.

Enfin, des participantes discutent aussi de **la tristesse** de voir que l'antiféminisme est parvenu à faire reculer le mouvement féministe, à la manière de Charlotte qui trouve « [ça] dur de voir toutes les avancées » des antiféministes. Somme toute, les féministes doivent exécuter un **travail émotionnel** (Hochschild, 2017) visant à diminuer l'intensité des émotions qu'elles ressentent, pour notamment tenter « d'être fines », lorsqu'elles expliquent que les groupes féministes ne sont pas « contre les hommes » (Georgette).

Les effets contraires

Je souhaite conclure cette section sur les impacts en discutant rapidement des effets de l'antiféminisme qui sont contraires à leurs visées stratégiques discutées plus haut. Aux dires de Bridget, l'antiféminisme « n'affecte pas nécessairement négativement [le mouvement féministe]. J'ai l'impression en fait que ça nous amène à travailler oui plus fort, mais plus intelligemment », ajoute-t-elle.

Devoir réagir à l'antiféminisme produit aussi de la **solidarité** entre les féministes de la région, comme évoqué précédemment. Pour limiter les dommages causés par les antiféministes, le mouvement féministe montréalais a ainsi créé de nouveaux espaces de solidarité qui permettent d'outiller les féministes, de « lever le flag en disant il faut équiper nos filles »

(Justine). En outre, Bridget croit « [qu']en tant que féministes, on a le devoir, la charge en fait, de répondre à ce discours-là de façon posée, intelligente [et] de développer de nouvelles stratégies de communication ». Des expériences de harcèlement produisent le même effet contraire dans les milieux mixtes. Par exemple, PtitBout, cherche à briser l'isolement des femmes en allant à leur rencontre et en se montrant disponible pour répondre à leurs questions.

Devoir « se serrer les coudes plus fort » (Bridget) pour contrer un adversaire structurant ou un « ennemi commun » (Ashira), appelle aussi un renouveau de « militantisme féministe » (Bridget). Ashira porte l'espoir que « l'antiféminisme va réveiller la conscience militante », tout comme Johanne qui dit que l'antiféminisme « galvanise aussi les troupes ».



CONCLUSION

Bien que nos participantes soient solidaires face à l'antiféminisme, notre enquête ne nous permet pas de brosser un portrait exhaustif des répliques qu'elles ont élaborées. En effet, lorsqu'on leur a demandé de discuter spécifiquement des formes de résistance mises en place, peu de participantes ont été en mesure de donner des exemples concrets. Cette difficulté est peut-être liée au mot lui-même, « résistance », souvent associé à une représentation que je qualifierais de guerrière. Conséquemment, la résistance souvent qualifiée de « passive » semble passer sous le radar des participantes. Toujours est-il qu'il est possible d'identifier quelques répliques féministes. En effet, elles sont plusieurs à se **passer le flambeau**. Autrement dit, les travailleuses s'alternent pour représenter l'organisme sur différentes instances problématiques. Cela leur permet de donner du répit à une travailleuse, pendant qu'une seconde, parfois plus expérimentée ou moins épuisée, s'engage au front.

Elles utilisent parfois l'approche de **la rupture**, autant au sein d'instances que sur les réseaux sociaux. Des travailleuses nous ont ainsi indiqué avoir simplement arrêté de se présenter aux rencontres ou de s'être exclues de certaines instances. Sur les réseaux sociaux, une majorité des répondantes ont indiqué bloquer certains individus ou désactiver complètement leur section commentaire afin de limiter la possibilité d'attaques et de limiter la charge cognitive liée à la gestion des commentaires haineux.

L'Action collective est utilisée de manière à mobiliser les alliés pour faire front commun. Ce moyen permet de réagir à des attaques tout en sachant qu'elles pourront avoir du soutien si le *backlash* est trop important. En évaluant la situation ainsi que la qualité des alliés autour de la table, elles peuvent parfois faire front, ce qui limite les impacts d'ordre psychologique.

En terminant, il est intéressant de noter que plusieurs **privilégient la résistance dans leur vie privée où les coûts leur semblent moins importants**, tant au niveau émotionnel (notamment la peur de perdre leur financement) que psychologique (dont l'épuisement). Certaines privilégient également la résistance dans leur vie personnelle puisqu'elles se sentent plus en contrôle des répercussions, contrairement à leur vie professionnelle. Toujours est-il que les tactiques des masculinistes occasionnent divers impacts dans leur vie professionnelle qu'elles sont nombreuses à subir sur le territoire.

En espérant que la vigilance gagne l'esprit des décideur·euses qui ont le pouvoir de contrer les effets néfastes de l'antiféminisme et, qui sait, peut-être même empêcher un prochain féminicide en exigeant des organismes masculinistes qui viennent en aide aux hommes une reddition de compte digne de ce nom.

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS AUX MEMBRES ET ALLIÉ-ES DES MILIEUX FÉMINISTES INSTITUTIONNELS ET COMMUNAUTAIRES ²³

1. Que les membres et alliés-es des milieux féministes institutionnels et communautaires **s'engagent à suivre des formations sur les discours antiféministes**, afin de mieux reconnaître ces discours, d'en saisir les répercussions sur les droits des femmes, des personnes de la diversité de genre, ainsi que sur l'ensemble du réseau **communautaire**. Cette démarche permettra de développer une compréhension commune.
2. Que les membres et alliés-es des milieux féministes institutionnels et communautaires **se mobilisent pour défendre la nécessité d'une analyse féministe intersectionnelle de la société, dans une optique de transformation et de justice sociale**.
3. Que les membres et alliés-es des milieux féministes institutionnels et communautaires **organisent diverses actions concertées**, telles que des campagnes de sensibilisation et d'éducation populaire, afin d'interpeller les institutions, les autorités et la population générale quant à l'enjeu de la montée décomplexée de l'antiféminisme dans une multitude de sphères, publiques comme et privées.
4. Que les milieux féministes institutionnels et communautaires **développent un argumentaire public et du matériel de sensibilisation clair et accessible** permettant de diffuser les préoccupations et les impacts vécus par les organismes féministes, tout en restant ancrés dans les réalités sociales actuelles et en conformité avec les valeurs féministes intersectionnelles.



5. Que les milieux féministes institutionnels et communautaires ainsi que ses alliés-es **mettent sur pied un comité de travail intersectoriel dédié à lutter contre l'antiféminisme**, afin de créer un réseau de veille collective permettant le partage de savoirs, de vécus et de ressources.
6. Que les milieux féministes institutionnels et communautaires **se dotent d'un outil de mémoire collective** permettant de garder des traces concrètes des contremouvements antiféministes, leurs manifestations et leurs impacts.
7. Que les milieux féministes institutionnels et communautaires ainsi que ses alliés-es **mettent sur pied des espaces de discussion, qui adoptent une perspective féministe intersectionnelle et qui visent à :**
 - 7.1 Consolider les alliances et la cohésion du milieu ;
 - 7.2 Renforcer nos solidarités ;
 - 7.3 Partager collectivement nos réalités et expertises ;
 - 7.4 Valider nos vécus ;
 - 7.5 Bâtir une stratégie collective de dénonciation, sensibilisation et résistance.

²³ Nous entendons **par milieux féministes institutionnels et communautaires**, tout organisme, syndicat et organisation (officielle ou non) travaillant pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et des personnes de la diversité de genre, dans une perspective féministe intersectionnelle et une optique de transformation et de justice sociale.

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS AUX REPRÉSENTANT·ES POLITIQUES ET AUX ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES

1. Que les représentant·es politiques et les organismes bailleurs de fonds **reconnaissent la persistance d'un système patriarcal et l'aspect systémique** des différentes oppressions et violences vécues par les femmes et les personnes issues de la diversité de genre.
2. Que les représentant·es politiques et les organismes subventionnaires **s'engagent à suivre des formations sur les discours antiféministes et à se familiariser avec les outils déjà existants**, afin de mieux saisir les impacts de la présence antiféministe et d'ajuster leurs actions pour le maintien et la promotion de l'égalité.
3. Que les représentant·es politiques et les organismes subventionnaires **ouvrent le dialogue avec les organismes travaillant auprès des femmes et des personnes de la diversité de genre** afin de mieux comprendre les impacts concrets de la présence de groupes et d'organisations antiféministes sur les travailleuses, les structures qui les emploient, ainsi que les personnes qui bénéficient de leurs services.
4. Que les représentant·es politiques et les organismes subventionnaires **reconnaissent et assurent le droit de refus, pour les groupes féministes, de collaborer** avec des groupes opposés à leurs valeurs, et ce, sans impacts négatifs sur leur financement ou la reconnaissance de leur expertise.
5. Que les représentant·es politiques et les organismes subventionnaires **soutiennent financièrement la création d'un comité de travail intersectoriel et indépendant dédié à lutter contre l'antiféminisme**. Ce comité aurait pour **mandat** d'identifier, analyser et surveiller les discours antiféministes, leur portée médiatique et leurs impacts sociaux.



6. Que les représentant·es politiques et les organismes subventionnaires **s'engagent à développer un processus d'évaluation et d'octroi de financement** garantissant une distribution des fonds publics destinés à l'atteinte de l'égalité, qui soit exclusivement en faveur de projets et d'organismes réellement engagés dans l'amélioration des conditions de vie des femmes et des personnes de la diversité de genre. Il est essentiel que ce processus soit :
 - 6.1 **Élaboré en partenariat avec des expert·es de la question de l'antiféminisme** afin d'assurer une analyse juste et équitable.
 - 6.2 **Accompagné d'une grille d'évaluation développée en concertation avec les expert·es**, afin d'assurer une analyse féministe et intersectionnelle des projets.
 - 6.3 **Appuyé par un comité consultatif intersectoriel permanent** pour garantir le respect du processus d'évaluation et d'octroi des financements, en conformité avec les valeurs d'égalité, de respect et d'inclusion qui caractérisent la société québécoise.
7. Que les représentant·es politiques et les organismes subventionnaires **s'engagent à créer un registre des différents octrois de subvention** afin de faire un portrait fidèle des subventions distribuées via des fonds historiquement réservés au travail d'atteinte à une égalité réelle.
 - 7.1 Que ce registre **identifie les informations sur les valeurs, la population cible et les approches** des organismes bénéficiaires des financements.
 - 7.2 Que ce registre soit **accessible** et correctement **conservé**.

BIBLIOGRAPHIE

- Baele, Stephane; Brace, Lewys et Coan, Travis G. (2019). From 'Incel' to 'Saint': Analyzing the violent worldview behind the 2018 Toronto attack. *Terrorism and Political Violence*, 1(25). <https://doi.org/10.1080/09546553.2019.1638256>
- Bard, Christine. (1999). Pour une histoire des antiféminismes. Dans C. Bard (dir.), *Un siècle d'antiféminisme* (p. 21-40). Fayard.
- Bertoia, Carl et Drakich, Janice. (1993). The fathers' rights movement. Contradictions in rhetoric and practice. *Journal of Family Issues*, 14(4), p. 603-604. <https://doi.org/10.1177/019251393014004007>.
- Blais, Mélissa et Chrétien, Marie-Soleil. (2018). *Votre antiféminisme, nos répliques ! De l'humour à l'affrontement physique*. L'R des centres de femmes/Service aux collectivités de l'UQAM. <https://rcentres.qc.ca/ressource/guide-autodefense>.
- Blais, Mélissa et Dupuis-Déri, Francis (2015). *Le mouvement masculiniste au Québec : l'antiféminisme démasqué*. (2e éd. rev. et aug.). Éditions du remue-ménage.
- Blais, Mélissa. (2012). Y a-t-il un « cycle de la violence antiféministe » ? Les effets de l'antiféminisme selon les féministes québécoises. *Cahiers du genre 52 et Recherches féministes*, 25(1). <https://doi.org/10.7202/1011120ar>.
- Blais, Mélissa. (2018). *Masculinisme et violences contre les femmes : une analyse des effets du contremouvement antiféministe sur le mouvement féministe québécois*. [Thèse de doctorat]. Université du Québec à Montréal.
- Blais, Mélissa. (2023). Penser les objectifs du contremouvement antiféministe. Dans P. Dufour, L. Bherer et G. Pagé (dirs.), *Le Québec en mouvement : Continuité et renouvellement des pratiques militantes* (p. 219-230). PUM.
- Blais, Mélissa. (2024). *L'attentat antiféministe à Polytechnique : une mémoire collective en transformation*. (2e éd. rev. et aug.). Éditions du remue-ménage.

- Brossard, Louise. (2015). Le discours masculiniste sur les violences faites aux femmes : une entreprise de banalisation de la domination masculine. Dans M. Blais et F. Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec : l'antiféminisme démasqué* (2e éd. rev. et aug., p. 129-146). Éditions du remue-ménage.
- Corté, Élizabéth et al. (2021). *Rebâtir la confiance. Rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale*. Québec, Secrétariat à la condition féminine Québec. <https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/systeme-judiciaire/processus-judiciaire/tribunal-specialise-violence-sexuelle-violence-conjugale/rapport>.
- Côté, Isabelle; Gendron, Catherine et Lapierre, Simon. (2024). « Je voulais tellement que ça fonctionne... » *Retombées des programmes d'intervention destinés aux auteurs de violence conjugale selon la perspective de leur conjoint ou ex-conjointe*. Rapport de recherche. <https://www.researchgate.net/publication/378965589>.
- Damant, Dominique. et Guay, Françoise. (2005). La question de la symétrie dans les enquêtes sur la violence. *Canadian Review of Sociology*, 42(2). <https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.2005.tb02458.x>
- DeKeseredy, Walter. S. (2011). *Violence Against Women: Myths, Facts, Controversies*. University of Toronto Press.
- Delvaux, Martine. (2019). *Le boys club*. Éditions du remue-ménage.
- Descarries, Francine. (2015). L'antiféminisme, expression sociopolitique du sexisme et de la misogynie : « C'est la faute au féminisme ! » Dans D. Lamoureux et F. Dupuis-Déri (dir.) *Les antiféminismes : Analyse d'un discours réactionnaire* (p.75-89). Éditions du remue-ménage.
- Draggiewicz, Molly. (2011). *Equality With a Vengeance: Men's Rights Groups, Battered Women, and Antifeminism Backlash*. Northeastern University Press.
- Dumont, Micheline. (2010). Cent ans d'antiféminisme. M. Blais et al. (dir.) *Retour sur un attentat antiféministe : École Polytechnique, 6 décembre 1989* (p. 19-43). Éditions du remue-ménage.
- Dupuis-Déri, Francis. (2018). *La crise de la masculinité : Autopsie d'un mythe tenace*. Éditions du remue-ménage.

Ferrari, Pauline. (2023). *Formés à la haine des femmes : Comment les masculinistes infiltrent les réseaux sociaux*. JCLattès.

Ging, Debby. (2019). Alphas, Betas, and Incels: Theorizing the Masculinities of the Manosphere. *Men and Masculinities*, 22(4). <https://doi.org/https://doi.org/10.1177%2F1097184X17706401>.

Gonin, Audrey; Pronovost, Véronique et Blais, Mélissa. (2014). *Les enjeux éthiques de l'intervention auprès de femmes vivant une grossesse imprévue au Québec : Discours et pratiques de ressources anti-choix et pro-choix*. Rapport de recherche. Université du Québec à Montréal, Service aux collectivités et la Fédération du Québec pour le planning des naissances.

Gory, Guillaume. (2011). *L'organisation du discours masculiniste au début du XXIe siècle (1989-2010)*. [Mémoire de maîtrise]. Université de Bordeaux.

Hennink, Monique M. et al. (2019), What influences saturation? Estimating sample sizes in focus group research. *Qualitative Health Research*, 29(10). <https://scispace.com/papers/what-influences-saturation-estimating-sample-sizes-in-focus-4kc1wesuep>.

Hennink, Monique M. et Kaiser, Bonnie N. (2022). Sample sizes for saturation in qualitative research: A systematic review of empirical tests. *Social Science & Medecin*, 292. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/34785096>.

Hirschman, Albert O. (1991). *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*. Fayard.

Hochschild, Arlie Russelle. (2017). *Le prix des sentiments au cœur du travail émotionnel* (traduit par S. Fournet-Fayas et C. Thomé; 2e éd.). La Découverte. (Ouvrage original publié en 1983).

Hodapp, Christa. (2017). *Men's Rights, Gender, and Social Media*. Lexington Books.

Hoffman, Bruce; Ware, John et Shapiro, Lawrence E. (2020). Assessing the Threat of Incel Violence. *Studies in Conflict & Terrorism*, 43(7). <https://doi.org/10.1080/1057610X.2020.1751459>. <https://doi.org/10.3138/cjwl.28.1.69>.



Jobin, Mathieu. (2015). Cyberviolence : le discours masculiniste sur les femmes. Dans M. Blais et F. Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec : L'antiféminisme démasqué* (2e éd. rev. et aug., p. 147-162). Éditions du remue-ménage.

Lamoureux, Diane. (2015). La matrice hétérosexuelle de l'antiféminisme. Dans D. Lamoureux et F. Dupuis-Déri (dir.) *Les antiféminismes : Analyse d'un discours réactionnaire* (p. 91-106). Éditions du remue-ménage.

Lapierre, Simon; Côté, Isabelle et Frenette, Michèle (dir.). (2025). *Contrôle coercitif : Lois, politiques et pratiques en matière de violence conjugale*. Presses de l'Université du Québec.

M. Blais, Mélissa et Dupuis-Déri, Francis. (2021). Feminist and Antifeminist Everyday Activism: Tactical Choices, Emotions, and 'Humor'. *Gender Issues*, 39. <https://doi.org/10.1007/s12147-021-09290-7>.

Morency, Sophie-Anne. (2021). Rira bien qui rira le dernier : un backlash contre les critiques de la culture humoristique sexiste. [Mémoire de maîtrise]. Université du Québec à Montréal.

Nagle, Angela. (2017). *Kill All Normies: Online Culture Wars From 4Chan and Tumblr to Trump and the Alt-Right*. John Hunt Publishing.

Perelman, Chaim. et Olbrechts-Tyteca, Lucie. (2008). *Traité de l'argumentation*. Éditions de l'Université de Bruxelles.

Perrot, Michelle. (1999). Préface. Dans C. Bard (dir.), *Un siècle d'antiféminisme* (p. 7-20). Fayard.

Pronovost, Véronique, et al. (à paraître). *Le mouvement contre l'avortement au Québec*. Université du Québec à Montréal.

Pronovost, Véronique. (2018). L'antiféminisme québécois à l'ère de Trump. Dans F. Huot et S. Seguin-Lamarche (dir.), *L'État du Québec 2019, 20 clés pour comprendre les enjeux actuels*. Del Busso Éditeur.



Pronovost, Véronique. (2023). *État des lieux régional : Analyse thématique de l'état de l'égalité en Montérégie*. Rapport de recherche. Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie.

Prud'homme, Diane et Bilodeau, Dominique. (2005). Violence conjugale ou chicane de ménage ? Dans J. Carbonneau (dir.), *Violence conjugale. Des spécialistes se prononcent* (p. 77-81). Éditions du remue-ménage.

Rausch, Rudolf. (2005). Le mythe de la symétrie. Dans J. Carbonneau (dir.), *Violence conjugale. Des spécialistes se prononcent* (p. 31-36). Éditions du remue-ménage.

Richard, Gabrielle, et al. (2025). *Augmentation des niveaux de malaise. Ce que les élèves du secondaire pensent de la diversité sexuelle, 2017-2024*. GRIS-Montréal.
https://www.gris.ca/app/uploads/2025/01/GRIS_rapport-final_30jan2025.pdf.

Roggeban, Conny. (2018). The Good, the Bad and the Ugly: Making Sense of Opposition to Feminisms from a Social Movement Perspective. Dans M. Verloo (dir.), *Varieties of Opposition to Gender Equality in Europe* (pp. 19-37). Routledge.

Romito, Patrizia. (2006). *Un silence de mortes: La violence masculine occultée*. Syllepse.



Saint-Pierre, Émilie. (2015). Lorsque des actions masculinistes ciblent des féministes. Dans M. Blais et F. Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec : L'antiféminisme démasqué* (2e éd. rev. et aug., p. 267-294). Éditions du remue-ménage.

Salter, Michael. (2016). Men's Rights or Men's Need? Anti-Feminism in Australian Men's Health. *Canadian Journal of Women and the Law*, 28(1).

Tanguay, Florian. (1995). *Nouveau mouvement social et identités masculines*. [Mémoire de maîtrise]. Université du Québec à Montréal.

Trépanier, Mario et Drouin, Christine. (2018). *Outil de détection, d'analyse et de référence de la violence conjugale à l'intention des victimes masculines*.
<https://vialanse.com/wp-content/uploads/Trépanier-et-Drouin-2018-Outils.pdf>.

Zald, Mayer. N. et Useem, Bert. (1982). *Movement and countermovement: Loosely coupled conflict*. Annual Meeting of the American Sociological Association, San Francisco, 8 septembre 1982.

Zald, Mayer. N. et Useem, Bert. (2009). Movement and countermovement interaction: Mobilization, tactics, and state involvem
ganizational Society (2e éd., p. 247



Courriel : info@tcgfm.qc.ca
 Téléphone : (514) 562-2436
<https://tcgfm.qc.ca>

© Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM)
 Et Mélissa Blais, 2025. Tous droits réservés



Femmes et Égalité
des genres Canada

Women and Gender
Equality Canada

